SUPPLÉMENT
A LA
REVUE DE LA
FRANCE LIBRE
N° 3 OCTOBRE 1946

Sommaire :

Textes officiels intéressant les F. F. L.

La date légale de cessation des hostilités.
Prime forfaitaire des marins du commerce des F. F. L. aux marins-pêcheurs.
Médaille Commémorative des services dans la France libre.

L'Association

Activité du Comité directeur.
Annuaire de l'Association.
Trésorerie.
Activité des sections locales en France.
Voyage du général de Larminat en Bretagne.
Activité des sections locales dans les territoires de l'Union Française.
Activité des sections à l'étranger.
Les journées nationales des 16, 17 et 18 juin 1946 dans les territoires de l'Union Française.
Les journées nationales des 16, 17 et 18 juin 1946 à l'étranger.

Service de Reclassement

Activité du service.
Formation professionnelle.
Administration.
L'immigration en Australie.

Service d'Entr'aide

Petites nouvelles de la Grande Famille F. F. L.

Les Français Libres à l'honneur.
Décorations étrangères.
Citations.

Notre Carnet

Fiancailles.
Naissances.
Mariages.
Nos morts.
Recherches.

Textes officiels intéressant les F.F.L.

LA DATE LÉGALE DE CESSATION DES HOSTILITÉS

La *Revue de la France Libre* a publié, dans son supplément au n° 2 du mois d'août, le texte de la loi du 10 mai 1946, portant fixation de la date légale de cessation des hostilités.

Le législateur a fixé, dans l'article I, la date de cessation des hostilités au *1er juin 1946*.

Nos camarades trouveront ici, étudiées dans leur détail, les dispositions et les applications pratiques de ce texte.

CONTRATS

De nombreux contrats ont été conclus pour la durée de la guerre. En pareil cas, aucune contestation n'est possible entre les co-contractants.

Que l'expression employée pour fixer le terme de la durée du contrat ait été « durée de la guerre », « durée des hostilités », « temps de guerre » ou toute autre expression équivalente, ces contrats prennent fin au 1er juin 1946.

LEGISLATION

Les conditions particulières créées par la guerre obligent le législateur à promulguer une réglementation spéciale en de nombreuses matières civiles, commerciales, pénales, fiscales ou administratives, que ce soit pour faciliter l'effort de guerre, pour protéger ceux qui sont mobilisés ou obligés de quitter leur foyer, ou également pour permettre aux victimes de l'occupation ennemie de recouvrer leurs droits.

En principe, toute cette législation spéciale prend fin au 1er juin 1946. Nous allons voir cependant que le retour à la législation de paix ne peut pratiquement se faire de façon aussi radicale, et nous allons étudier successivement :

A) Les textes qui cesseront d'être en application à la date du 1er juin 1946.

B) Ceux pour lesquels il est prévu qu'ils continueront d'être applicables pendant un délai dont le point de départ est le 1er juin 1946.

C) Les lois, décrets et réglements que la loi du 10 mai 1946 a prorogés pour 6 mois à compter du 1er juin 1946.

D) Les textes prorogés par la même loi pour une durée de 9 mois à compter du 1er juin 1946.

A. — Textes cessant d'être en vigueur au 1er juin 1946.

1° *Contrôle du prix du loyer des réfugiés.* — Le décret du 1er juin 1946 prévoyait, dans les villes ayant à pourvoir au logement de réfugiés, que les préfets pouvaient prendre un arrêté instituant un contrôle du prix des locations conclues par les réfugiés. Ce texte n'est plus en application depuis le 1er juin 1946.

2° *Mariage par procuration.* — Le décret-loi du 9 septembre 1939, modifié par des dispositions ultérieures, autorisait les mariages par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux ou décédés après avoir régulièrement donné leur consentement. Le mariage par procuration n'est plus possible depuis le 1er juin 1946.

3° *Vente d'immeubles en justice.* — Le décret du 29 novembre 1939 (Art. 2 à 11) prévoyait que toute vente judiciaire d'immeubles devait s'accompagner de formalités et de publicités spéciales garantissant les droits des mobilisés.

Depuis le 1er juin 1946, ces formalités ne sont plus nécessaires.

4° *Fonds de commerce.* — La vente et le nantissement des fonds de commerce sont réglementés par la loi du 17 mars 1909 qui prévoit divers délais pour l'accomplissement de certaines formalités. L'article 12 du décret du 29 novembre 1939 édictait que tous ces délais seraient doublés pendant la période des hostilités. Il cesse d'en être ainsi depuis le 1er juin 1946.

5° *Sociétés.* — Les articles 15 à 18 du décret du 29 novembre 1939 avaient prévu pour le temps de guerre diverses règles spéciales en matière de Sociétés :

Augmentation de certains délais. — Réduction du quorum des Assemblées générales extraordinaires des Sociétés Anonymes. — Faculté pour l'administrateur de Société de voter par correspondance ou de se faire représenter. — Facilité de transfert provisoire du siège social d'un point à un autre du territoire. — Enfin, validité de certaines assemblées obligataires si elles réunissent 1/10e des obligations ou titres d'emprunt susceptibles d'être représentés.

Depuis le 1er juin 1946, ces règles spéciales en temps de guerre n'ont plus cours et l'on revient à la réglementation normale en cette matière.

6° *Faillites.* — L'article 13 du même décret du 29 novembre 1939, prévoyait un délai de 30 jours supplémentaire à ceux normalement prévus pour la production des créances, pour formuler des contredits, former opposition aux concordats et pour les voies de recours contre les jugements rendus en matière de faillite. Ce délai supplémentaire de 30 jours n'existe plus depuis le 1er juin 1946.

7° *Délais de procédure.* — D'une façon générale, toutes les suspensions de délais prévues en matière civile, commerciale ou pénale pour le temps de guerre cessent d'avoir cours au 1er juin 1946.

8° *Jours fériés.* — Un décret-loi du 29 octobre 1939 donnait, pendant la durée des hostilités, au Président du Conseil, en ce qui concerne les services publics, au Ministère du Travail, en ce qui concerne les Etablissements privés, le droit d'ordonner la continuation du travail pendant les fêtes légales.

Ce droit a pris fin au 1er juin 1946.

9° *Profits illicites.* — Cette matière est régie par l'ordonnance du 6 janvier 1945, et porte sur les profits réalisés avec les puissances ennemies, les personnes physiques ou morales ennemies, ou en violation des diverses réglementations des prix des changes, du ravitaillement ou encore résultant d'opérations réalisées en profitant de la réglementation édictée par l'ennemi ou sous son inspiration.

Cette ordonnance continue d'être applicable, mais son appliion ne peut porter que sur les profits illicites réalisés entre le 3 septembre 1939 et le 1er juin 1946.

10° *Expropriation pour cause d'utilité publique.* — Les articles 20 et 21 du décret du 29 novembre 1939 ont prévu, pour la durée de la guerre, des formalités spéciales et des délais pour certaines insertions, notifications et significations prévues par la réglementation normale en cett' matière.

Depuis le 1er juin 1946, c'est cette réglementation normale, seule, qui est à nouveau en vigueur.

B. — Textes cessant d'être applicables après un délai partant du 1er juin 1946.

Examinons maintenant les principales dispositions de la législation de guerre qui ne cesseront d'être en application qu'aux termes d'un délai ayant pour point de départ la date du 1er juin 1946.

On peut regretter que le législateur n'ait pas tenté d'unifier, dans la mesure où c'était possible, les différents textes promulgués en raison de l'état de guerre.

La diversité de ces mesures et de leur durée d'application présente des inconvénients, non seulement pour le particulier qui désire connaître l'étendue de ses droits et de ses obligations, mais pour tous ceux qui ont à étudier ces textes.

1° *Réquisition de logements.* — L'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la crise du logement intéresse au plus haut point les Français Libres.

En effet, cette ordonnance, qui institue le régime de la location-partage et de la location-échange, crée le Service Municipal du Logement (pour Paris, le Service Préfectoral du Logement), et permet à certaines catégories de bénéficiaires, parmi lesquels les engagés militaires dans les F.F.L., de faire réquisitionner à leur profit les locaux vides ou inoccupés.

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que d'analyser plus longuement cette disposition légale. Contentons-nous, en passant, de souligner qu'étant donné la façon dont fonctionnent certains services municipaux et le Service Préfectoral du Logement du département de la Seine, nos camarades qui ont voulu bénéficier de cette réquisition se sont souvent heurtés à de grosses difficultés.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est de noter que, sauf modifications légales ultérieures, ces réquisitions, qui sont faites pour une durée de six mois, ne sont renouvelables que jusqu'au 31 décembre 1948.

2° *Réquisition des jardins ouvriers.* — La loi du 7 mars 1946, codifiant la législation sur les jardins ouvriers, prévoit que ceux-ci peuvent être réquisitionnés jusqu'au 1er novembre 1947.

3° *Co-propriété des immeubles divisés en appartements.* — L'article 3 du décret du 29 novembre 1939 prévoit que des délais de grâce peuvent être accordés au propriétaire d'un appartement mobilisé, pour le paiement de sa contribution aux fournitures de chauffage et d'eau chaude.

Ces délais de grâce ne peuvent excéder un an à compter de la date de cessation des hostilités. Ils ne peuvent donc dépasser le 1er juin 1947.

4° *Alsace-Lorraine. — Dévolution successorale.* — Il est accordé un délai d'un an à compter du 1er juin 1946 pour faire annuler les dévolutions successorales effectuées suivant d'autres règles que celles du droit français dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

5° *Alsace-Lorraine. — Révision des jugements.* — Il est accordé un délai d'un an à compter du 1er juin 1946 pour demander la révision des jugements rendus en matière civile et commerciale, ainsi que des jugements de condamnations pénales postérieurement au 16 juin 1940.

6° *Actions en justice.* — Sursis de six mois aux poursuites intentées contre des mobilisés et contre des personnes habitant des zones de guerre.

(Décret-loi du 9 septembre 1939. — Loi du 17 novembre 1941).

7° *Légitimation.* — Aux termes de la loi du 2 novembre 1941, validée et modifiée par l'Ordonnance du 2 décembre 1944, peut être légitimé tout enfant dont le père mobilisé est décédé lorsqu'il est établi que le père et la mère avaient l'intention de se marier et de légitimer cet enfant.

La demande, qui peut être présentée par le survivant des père et mère, et à son défaut par le tuteur ou le subrogé tuteur, ou encore par l'un des ascendants du père ou de la mère, doit être présentée au plus tard dans un délai de 2 ans à compter de la promulgation du décret fixant la date légale de la cessation des hostilités.

Cette dernière phrase est la reproduction exacte de l'avant-dernier alinéa du texte, et il y a lieu de noter qu'étant donné sa rédaction, le délai aurait pour point de départ, non pas le 1er juin, mais le 12 mai 1946.

8° *Nationalité.* — *a*) L'article 2 de l'ordonnance du 6 janvier 1946 donne à la femme étrangère qui a épousé un Français entre le 10 août 1927 et le 12 novembre 1938, et qui a omis, au moment de son mariage, de déclarer sa volonté d'acquérir la nationalité française, un délai dans lequel elle est en droit de réclamer cette nationalité.

Ce délai expire un an après la date légale de cessation des hostilités, c'est-à-dire le 1er juin 1947. Le délai est le même pour certaines femmes ayant par leur mariage perdu la nationalité française, et pour les enfants légitimes ou naturels nés à l'étranger qui entendraient au contraire répudier la nationalité française.

b) L'ordonnance du 9 octobre 1945 sur la nationalité prévoit, en son article 64, que l'étranger qui, en temps de guerre, a contracté un engagement volontaire dans les armées françaises ou alliées, et à qui la qualité de combattant a été reconnue conformément aux réglements en vigueur, peut demander sa naturalisation, sans qu'il lui soit besoin de justifier une résidence habituelle en France pendant les cinq années précédant le dépôt de sa demande.

Une autre disposition du même texte prévoit que l'étranger qui justifie avoir pris une part active à la Résistance, peut obtenir la naturalisation dans les mêmes conditions que celui qui a servi dans une unité de l'armée française, et qui a été combattant; mais sa demande doit être présentée dans les cinq ans qui suivent la date de cessation des hostilités, soit au plus tard le 1er juin 1951.

Le principal intérêt, pour les étrangers rentrant dans cette catégorie, est qu'ils ne subissent pas les diverses incapacités prévues pour les étrangers naturalisés (incapacité de voter, d'être fonctionnaires, avocats pendant cinq ans, incapacité d'être éligibles pendant dix ans, etc...).

9° *Restitution des biens spoliés par l'ennemi ou sous son contrôle.* — Ces demandes ne seront plus recevables après l'expiration d'un délai de six mois à compter du 1er juin 1946, à moins que le demandeur ne puisse prouver qu'il était dans l'impossibilité matérielle d'agir dans ce délai. Auquel cas, il pourrait être relevé de la forclusion.

10° *Personnes disparues pendant la guerre.* — La loi du 30 avril 1946 autorise tout intéressé à demander au Tribunal Civil de prononcer judiciairement le décès des Français mobilisés, prisonniers de guerre, réfugiés, déportés ou internés politiques, membres des F.F.L. ou des F.F.I., S.T.O. ou réfractaires disparus entre le 3 septembre 1939 et le 1er juin 1946, et n'ayant pas reparu à leur domicile sans qu'on ait eu de leurs nouvelles au 1er juillet 1946.

11° *Avocats.* — Pendant un an à compter du 1er juin 1946, toute personne victime de la guerre désirant exercer la profession d'avocat, peut être dispensée du certificat d'aptitude dit pré-stage. Cette dispense est accordée par le Procureur Général pendant un délai de deux ans, à compter de la même date. Les Avocats stagiaires, victimes de la guerre, peuvent se voir accorder par le Bâtonnier une réduction du temps de stage.

Notons en passant qu'une réduction de stage peut également être accordée aux victimes de la guerre, aspirant à des fonctions d'Officiers publics ou ministériels. Cette réduction peut intervenir dans un délai de trois ans à compter de la même date.

12° *Brevets d'invention.* — La loi du 20 juillet 1944 prévoit la prolongation des brevets d'invention qui étaient en vigueur le 21 août 1939 et dont le terme légal d'expiration est intervenu depuis cette date, ou interviendra avant la fin des six mois qui suivront la date de cessation des hostilités, c'est-à-dire avant le 1er décembre 1946.

Ces demandes doivent être adressées dans certains délais qui sont déjà expirés, mais il est précisé que ceux que les circonstances de guerre auraient empêchés de produire leur demande dans les délais prévus, pourront les présenter dans un délai de trois mois à dater du jour de la cessation de leur empêchement.

13° *Warrant industriel.* — Certaines entreprises industrielles ou artisanales pourront obtenir le Warrant Industriel au plus tard six mois après la date de cessation des hostilités, soit le 1er décembre 1946.

14° *Valeurs mobilières.* — Le *Bulletin Officiel des Oppositions* publie gratuitement l'opposition faite par les propriétaires de titres perdus par suite de faits de guerre jusqu'au 31 décembre 1946.

Ces propriétaires pourront obtenir un bulletin de leurs titres jusqu'au 1er juin 1949. Pendant le même délai, l'établissement débiteur pourra retenir le titre frappé d'opposition et le rendre éventuellement à l'opposant.

Les titres de rente sur l'Etat perdus par faits de guerre, peuvent être remplacés sous certaines conditions jusqu'au 1er décembre 1947.

Enfin, à cette date, les arrérages, intérêts, coupons et dividendes frappés de la prescription quinquennale seront acquis à l'Etat.

15° *Impôts.* — La loi du 22 octobre 1940 prévoit une réduction de certaines patentes dont le chiffre d'affaires, ou le montant brut des recettes professionnelles, aura diminué au moins d'un tiers par rapport aux années 1938 ou 1939.

Ces demandes en réduction peuvent être présentées pendant un délai de sept mois à compter du 1er juin 1946. Pendant le même délai, une demande peut être présentée pour que la patente soit perçue par trimestre, en exécution de la loi validée du 31 décembre 1941.

Jusqu'à l'expiration du même délai pourra s'exercer le prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices.

16° *Enregistrement.* — Délais de trois mois et d'un an à compter du 1er juin 1946, pendant lesquels sont exemptés des droits de succession les décès en temps de guerre des militaires sous les drapeaux ou des victimes civiles de la guerre.

17° *Successions.* — Jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du 6 juin 1946, le réglement des successions se fera de façon simplifiée, en ce qui concerne les militaires morts de blessures ou maladies, pendant la durée de la guerre, et des civils français ou ressortissants alliés décédés des suites de faits de guerre.

C. — Principales dispositions législatives prorogées pour une durée de 6 mois à compter du 1er juin 1946.

1° *Loyers.* — Décret du 26 septembre 1939 tel qu'il a été modifié par les décrets du 1er juin 1940 et la Loi du 24 juin 1941, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre.

Ce texte est important puisqu'il régit notamment les demandes en réduction de loyers pour les mobilisés ou les personnes pouvant justifier qu'elles n'ont pu jouir de l'usage du local par suite de circonstances résultant de l'état de guerre.

2° *Baux à ferme.* — Titre 2 du Décret-Loi du 1er juin 1940 relatif au maintien dans les lieux des preneurs de baux à ferme.

3° *Sociétés.* — Loi du 14 août 1941 réservant les droits des personnes empêchées par suite des circonstances résultant de l'état de guerre, de participer à une augmentation de capital de Sociétés par actions.

4° *Travail.* — Décret du 1er septembre 1939 sur le régime du travail, suspendant les procédures de conciliation et d'arbitrage.

5° Décret du 27 octobre 1939 relatif aux conventions collectives de travail et aux sentences arbitrales et sur-arbitrales devenues définitives.

6° Décret du 10 novembre 1939 relatif au régime du travail et portant notamment sur les conventions collectives et sentences arbitrales.

7° Décret du 1er juin 1940. — Sur le régime des salaires.

8° Loi du 30 novembre 1941 relative aux conditions de travail et aux salaires.

9° Décret du 26 septembre 1939 relatif au fonctionnement des assurances sociales.

Cette disposition nous intéresse notamment en ce qu'elle précise que la durée pendant laquelle les assurés auront été mobilisés entrera en compte pour la détermination du montant des pensions d'assurance vieillesse et invalidité.

Pendant la mobilisation, les assurés seront considérés comme s'ils avaient versé chaque trimestre pour leur compte une double contribution égale au quart de celle qui a été versée pour eux au cours de l'année précédant la mobilisation.

10° *Espionnage.* — Décret du 3 novembre 1939 ordonnant l'emprisonnement individuel de jour et de nuit des condamnés pour crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, ou infractions commises dans un but d'espionnage.

11° *Transport.* — Décret du 13 octobre 1939 suspendant le décret-loi du 5 octobre 1935 relatif aux dépenses des organismes de coordination des transports.

12° *Avocats.* — Décret du 20 septembre 1939 autorisant la mise en congé des avocats en temps de guerre.

13° *Justice militaire.* — Ajoutons que pour l'application de l'article 125 *ter* du Code de Justice Militaire, donnant, en temps de guerre, le droit au Ministre de la Défense Nationale de transférer la compétence d'un Tribunal Militaire permanent à un autre, la période de six mois à compter du 1er juin 1946 est considérée comme temps de guerre.

D. — Dispositions législatives prorogées pour une durée de 9 mois à compter du 1er juin 1946.

1° *Loyers.* — Loi du 28 février 1941 relative à la majoration abusive des loyers en temps de guerre.

2° *Absence.* — Loi du 1er juin 1942 étendant aux non-présents les articles 121 et 114 du Code Civil relatifs à l'absence.

3° *Allocations.* — Les ordonnances des 18 avril 1944 et 25 octobre 1944 relatives aux allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux, et étendant le bénéfice de ces dispositions à d'autres catégories de personnes.

4° La loi du 17 novembre 1941 étendant l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages sans enfant pendant les deux années suivant le mariage.

5° *Brevets d'invention.* — Décret du 29 novembre 1939 interdisant la divulgation et l'exploitation des brevets d'invention intéressant la défense nationale.

6° *Droit pénal.* — Décret du 1er septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec l'ennemi.

7° Décret du 31 mai 1940 relatif à l'exécution des peines supérieures à un an et un jour d'emprisonnement.

8° Décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

9° *Fonctionnaires.* — L'article 3 et les titres 2 et 4 du décret du 1er septembre 1939 fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, réglant notamment la situation spéciale des fonctionnaires mobilisés et permettant l'admission à titre précaire et la révocation de tous nouveaux agents.

10° *Hygiène.* — Le décret du 4 octobre 1939 relatif aux mesures exceptionnelles d'hygiène modifiées par l'état de guerre.

11° *Ravitaillement.* — Le décret du 1er septembre 1939 modifié par la loi du 22 février 1943 sur le ravitaillement de la nation en temps de guerre.

12° *Electricité.* — Le décret du 1er juin 1940 relatif à la production, à la répartition et au rationnement de l'électricité.

13° *Engagements volontaires.* — L'article 3 de l'Ordonnance du 22 octobre 1943 organisant la mise sur pied de guerre de la nation et autorisant l'engagement volontaire dans une formation militaire.

14° *Apprentissage.* — Le décret du 29 février 1940 relatif à la protection de l'apprentissage.

15° *Chemin de fer.* — Le décret du 9 septembre 1939, la loi du 3 avril 1942 et l'ordonnance du 28 octobre 1944 relatifs à la S.N.C.F. et aux transports par fer.

16° *Epaves.* — L'ordonnance du 11 décembre 1945 relative au renflouement et à la récupération des épaves.

17° *Presse.* — L'ordonnance du 12 janvier 1941 créant l'Office Français d'Edition, l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 réglementant la presse dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; et l'article 13 de l'ordonnance du 30 septembre 1944 relatif à la réglementation provisoire de la presse périodique.

18° Notons enfin que pour l'interprétation des textes suivants, la période de 9 mois commençant à courir le 1er juin 1946 doit être assimilée au temps de guerre :

Réquisitions. — *a*) Titre 2 et articles 45, 46, 47, 49, 50, 52, 54 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, et portant notamment sur les réquisitions.

Armée. — *b*) Les articles 5 et 36 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres de réserve de l'armée de terre.

c) Les articles 64 et 65 *bis* de la loi du 13 décembre 1932, modifiée par le décret du 23 décembre 1939 et l'ordonnance du 17 avril 1944 sur le regroupement de l'armée de terre.

d) Titre 3 de la loi du 1er août 1936 fixant le statut des cadres de réserve de l'armée de l'air.

CIRCULAIRE 55

Objet : Attribution de la prime forfaitaire allouée aux officiers et marins du commerce ayant appartenu aux équipages de la France combattante (situation des marins-pêcheurs — Droits des héritiers).

Référence : Ordonnance n° 45-2.028 du 31 août 1945. — Décision n° 46-770 du 19 avril 1946. — C. MK n° 39-3.068 du 22 mai 1946.

1. — La question m'a été posée de savoir si la prime forfaitaire prévue par le décret n° 46-770 du 19 avril 1946 pouvait être allouée aux marins-pêcheurs engagés dans les F.F.L. avant le 8 novembre 1942 et ayant navigué pendant 3 mois au moins à la pêche en 1re, 2e ou 3e zone.

2. — Le terme de « marins du commerce » employé dans le texte du décret ne doit pas être interprété dans un sens restrictif qui entraînerait l'exclusion des marins-pêcheurs du bénéfice de la prime forfaitaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce texte a été pris en vue de procurer des avantages équivalents aux équipages de la France combattante, qu'ils aient été utilisés dans la Marine Nationale ou dans la Marine Marchande. Il convient donc d'accorder la prime de 3.000 fr. aux marins ayant souscrit un engagement aux F.F.L. avant le 8 novembre 1942 et qui réunissent 3 mois d'embarquement effectif au commerce où à la pêche, sous réserve qu'ils n'aient pas bénéficié des avantages prévus à l'article 1er, paragraphe 2 de l'ordonnance 43-2.028 du 31 août 1945.

3. — Par ailleurs, les héritiers des marins décédés après la date de publication du décret du 19 avril 1946 et qui remplissaient à la date du décès les conditions d'attribution, seront seuls admis au bénéfice de la prime forfaitaire. En effet, comme le précise la C.M. n° 131-6.118 G.M. 2 du 23 octobre 1945, relative aux droits des héritiers sur les soldes de congés exceptionnels, avant la date de publication du décret, aucune disposition n'aurait permis au marin décédé de revendiquer la prime forfaitaire et ses ayants-cause ne sauraient jouir d'un droit que le marin n'aurait pu faire valoir. Dans le cas contraire, les héritiers doivent recevoir satisfaction et il appartient au Quartier d'Inscription du marin de déposer le montant de la prime à la Caisse des Gens de Mer, comme produit de successsion maritime.

P. le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,
Le Secrétaire Général de la Marine Marchande,
Signé : ANDUZE-FARIS.

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE
DES SERVICES VOLONTAIRES DANS LA FRANCE LIBRE

Elle est présentée dans un écrin comprenant : la médaille, la barette et l'insigne de boutonnière.

On peut l'obtenir en s'adressant, soit aux bureaux de l'Association, soit à notre siège central, par correspondance, contre mandat de 150 francs.

Le diplôme donnant doit au port de cette médaille sera envoyé à tous nos membres à partir du mois prochain, par l'intermédiaire de nos sections, là où il en existe, et directement dans les régions où nous n'avons pas encore de sections.

Il est donc inutile de faire une demande pour ce diplôme. Tous nos membres le recevront. Mais nous les informons que la carte de l'Association *donne droit* au port de la médaille.

l'association

Activité du Comité Directeur.

La période de vacances n'a pas ralenti l'activité du Comité Directeur qui a tenu séance le premier jeudi d'Août et le second de septembre.

Quant à sa composition il est à noter la démission de M. DIFFRE, dont l'activité civile ne lui permet plus d'assurer régulièrement ses anciennes fonctions de Trésorier. Il sera remplacé en octobre. M. LAMOUR, parti depuis quelque temps déjà au Maroc, est remplacé par le Capitaine de Frégate SONNEVILLE. Le Capitaine de Corvette DESMOUTIS, désigné pour Nouméa, quitte son poste et sera remplacé dans ses attributions par le Lieutenant de Vaisseau FOURLINIE.

— La création des « Amis », des « Amis et Bienfaiteurs » nécessite une étude approfondie. L'élaboration d'un texte nouveau, diffusé sous forme de circulaire-questionnaire, est confiée aux Commissions de Législation et des Sections Locales.

A propos de « l'Union Gaulliste » le Comité précise qu'il ne peut, en aucun cas, être question, pour l'Association, d'y adhérer : nos statuts, d'ailleurs, précisent que tout but politique est *absolument exclu.*

La création de la Maison de la France Libre est l'objet d'une étude sérieuse. Un centre d'accueil, sous forme d'hôtel meublé, est indispensable pour les passagers F. L. Les études et les projets seront présentés au Comité par le Maître-Fusilier AUBERT, spécialiste de la question.

Les besoins, les suggestions, les activités et la bonne marche des sections locales sont examinés en détail. M. LEMAIRE en est entièrement chargé, et, y consacre intégralement temps et activité, ce que ne peut plus faire le Commandant SIMON trop pris par ses fonctions auprès du Général de LARMINAT. Il en portera la responsabilité, complétant le travail indispensable de bureau par des voyages d'information et des travaux avec les sections locales elles-mêmes, à leur siège. Le Nord bénéficia le premier, dès septembre, de ces voyages.

La Revue de la France Libre fit l'objet d'une étude sérieuse et d'examens approfondis. Si, actuellement la formule d'édition est à maintenir, la formule de vente est à reprendre. Trait d'union indispensa-

ble certes, la Revue doit être également un instrument de diffusion de la Pensée Française Libre et, à l'occasion, éducatrice du peuple de France. Cette mission idéale ne peut s'accomplir que par la vente en tous lieux. Une circulaire dont l'essentiel est arrêté séance tenante portera en province les indications utiles et indispensables.

Annuaire de l'Association.

Le Comité a décidé de faire paraître un Annuaire des Membres de l'Association.

Outre les services pratiques qu'il est appelé à rendre par son classement régional et professionnel et son répertoire alphabétique, ce sera, pour la première fois, le regroupement sur une même liste des Membres de la France Libre.

Il importe donc que cet Annuaire soit exact et complet. Les questionnaires envoyés à nos membres devront par conséquent être remplis rapidement, complètement, exactement.

Nous comptons beaucoup sur l'intérêt que tous y prendront pour que sa parution ne soit pas trop lointaine.

Trésorerie.

Les fonctions de M. DIFFRE, démissionnaire, seront jusqu'en octobre assurées par son adjoint.

Un palmarès des Journées Nationales, sur le territoire métropolitain, est ici publié. Encore incomplet puisque quotidiennement des communes continuent d'expédier leur contribution (vente d'insignes), il offre néanmoins un « classement » quasi définitif.

Le Comité souligne la place tenue sur ce tableau d'honneur par les départements de l'Est. Il les félicite de leur élan et de leurs efforts bien que la guerre y ait accumulé ses ruines, ses ravages et peuplé de misères nos marches de l'Est. Leur sympathie nous est un précieux encouragement.

Nos félicitations vont également à notre délégué départemental du Var, l'Intendant LESQUOY qui dans des conditions très difficiles et dans une section à peine constituée, a réussi à enlever la première place du palmarès départemental. Notre section des Côtes du Nord aurait bien mérité de remporter cette première place, car l'effort déployé pour l'organisation de ces journées a été certainement des plus poussés.

Les sections dont le résultat fut moins brillant ne se décourageront pas. Le comité connait leurs difficultés, le manque d'aide et de compréhension auxquels elles se sont heurtées.

Un coup d'œil sur le tableau met en évidence ce fait : les départements les plus éprouvés par la guerre ont répondu avec le plus d'empressement à notre appel. Les Communes des départements de l'Est, de la Normandie, de la Bretagne et du Nord ont répondu avec spontanéité, nous apportant à défaut d'un appui financier appréciable, le témoignage de leur sympathie; par contre l'unanimité du silence a été parfaitement réalisée par les départements que la guerre a épargnés...

Résultats financiers des journées nationales des 16-17-18 juin 1946

Bilan au 1er septembre 1946.

Classement	DEPARTEMENTS	NOMBRE de communes ayant répondu à notre appel	MONTANT des recettes
1	Paris		1.006.864,20
2	Var	21	215.149, »
3	Côtes du Nord	51	129.240,30
4	Sarthe	50	98.172,70
5	Bas-Rhin	238	73.431,10
6	Finistère	53	73.359, »
7	Moselle	250	70.120,30
8	Doubs	76	62.953,50
9	Pas-de-Calais	194	55.356,60
10	Nord	87	44.894,50
11	Loire-Inférieure	55	44.124,60
12	Vosges	141	41.418, »
13	Manche	115	38.644,10
14	Eure	129	38.245,90
15	Calvados	181	38.008,50
16	Seine-Inférieure	143	30.402,40
17	Isère	83	30.128, »
18	Somme	208	27.938, »
19	Basses-Pyrénées	69	26.564,40
20	Haut-Rhin	87	26.422,20
21	Oise	95	24.829,90
22	Meurthe-et-Moselle	117	22.825,80
23	Territoire de Belfort	22	22.258, »
24	Aisne	143	21.067,10
25	Marne	133	19.925,20
26	Gironde	56	19.742,70
27	Saône-et-Loire	73	18.264,50
28	Seine-et-Marne	66	17.854, »
29	Morbihan	43	17.840,50
30	Aube	92	17.609,60
31	Corse	46	17.388, »
32	Orne	112	16.731, »
33	Hautes-Pyrénées	47	16.677,80
34	Charente-Maritime	101	16.382,70
35	Bouches-du-Rhône	19	15.182,80
36	Seine-et-Oise	46	14.984, »
37	Loiret	42	14.295, »
38	Maine-et-Loire	51	14.869,50
39	Loire	47	13.864,10
40	Haute-Marne	85	12.680,70
41	Eure-et-Loir	49	12.100,10
42	Ille-et-Vilaine	43	11.937, »
43	Vendée	44	11.668,60
44	Hérault	34	11.629,90
45	Jura	91	11.031,50
46	Côte-d'Or	97	11.023,30
47	Yonne	64	10.177,80
48	Aveyron	26	10.977,50
49	Cantal	38	10.960,50
50	Mayenne	59	10.956,50
51	Dordogne	43	10.839,50
52	Gard	47	10.811, »
53	Savoie	19	10.493,50
54	Rhône	28	9.802,50
55	Tarn-et-Garonne	20	9.712,40
56	Ardennes	76	9.664,10
57	Tarn	22	9.609, »
58	Lot-et-Garonne	40	8.976,50
59	Charente	53	8.438, »
60	Lot	31	8.288,60
61	Nièvre	38	8.285,60
62	Landes	30	8.155, »
63	Pyrénées-Orientales	19	8.090, »
64	Meuse	90	7.525,30
65	Ain	40	7.405,50
66	Haute-Saône	54	7.386,60
	A reporter		2.782.656, »

Classement	DÉPARTEMENTS	NOMBRE de communes ayant répondu à notre appel	MONTANT des recettes
	Report.....		2.782.656, »
67	Vienne	27	6.163,50
68	Puy-de-Dôme	28	5.710,50
69	Alpes-Maritimes	20	5.087,10
70	Haute-Savoie	23	4.087,10
71	Vaucluse	7	4.344,50
72	Cher	29	4.277,50
73	Corrèze	16	3.996,10
74	Deux-Sèvres	23	3.924,50
75	Aude	29	3.766,50
76	Drôme	20	3.566, »
77	Indre-et-Loire	22	3.523,10
78	Haute-Vienne	19	3.483,10
79	Haute-Garonne	28	3.358,70
80	Loir-et-Cher	15	3.044,20
81	Creuse	10	2.853, »
82	Allier	16	2.820,70
83	Gers	14	2.358, »
84	Haute-Loire	16	2.298, »
85	Ariège	13	1.632,50
86	Ardèche	10	1.522, »
87	Indre	12	1.289, »
88	Hautes-Alpes	9	1.217, »
89	Basses-Alpes	12	1.030, »
90	Lozère	9	829, »
	Arrêté au 31 août 1946.. ..		2.859.938,80

Activité des Sections locales en France.

Notre effort pour regrouper les F.F.L. s'est poursuivi, bien que freiné par la période des vacances.

Nous demandons à tous nos camarades résidant dans les départements et qui n'ont pu être touchés par notre action de se mettre en rapport avec nous. Nous leur donnerons les directives nécessaires.

Liste des Sections en formation

Charente. — Délégué : M. Doucet, 20, cité Harnac, Ruelle, près Angoulême.
Eure. — Délégué : M. Solmy, 4, rue Roussel, Ezy-sur-Eure.
Eure-et-Loir. — Délégué : M. Anselme, Banque de France, Dreux.
Landes. — Délégué : Capitaine Stahl, 2e R.I.C., Mont-de-Marsan.
Lot-et-Garonne. — Délégué : M. Ladida, 66, rue Victor-Hugo, Agen.
Savoie. — Délégué : Adjudant Nicolas, 1er R.A.C., Chambéry.
Somme. — Délégué : M. Vion, 40, rue Boucher de Perthes, Amiens.

Création d'une sous-section du

Var. — Délégué : Sous-lieutenant Nocéto, Hôpital Caïs, Fréjus.

Divers.

Début septembre, nous avons eu le plaisir de voir au Rond-Point des Champs-Elysées, MM. Walther, délégué à Mulhouse, Kerdonkuff, président de la Section de Brest; M. Gourlay, délégué à Lorient.

Notre excellent camarade Gaubert, délégué de la Section du Mans, a été grièvement blessé par un énergumène. Sorti depuis peu de l'hôpital, il nous a lui-même donné de ses nouvelles. Qu'il trouve ici nos souhaits de prompt rétablissement.

Admissions.

Afin d'éviter des recherches parfois longues et difficiles, nous prions nos délégués de joindre aux demandes une copie, certifiée conforme par une autorité administrative, de l'acte d'engagement, du paybook, de l'état signalétique, ou de toute autre pièce susceptible de prouver la présence des intéressés dans les F.F.L.

Liste des sections locales.

Alpes-Maritimes.

Nice. — Maître Pierre Pasquini, 15, rue Maccarani.

Aube.

Troyes. — M. Wauters, 62, rue G.-Clemenceau.

Bas-Rhin.

Strasbourg. — Sous-lieutenant Gasparini, Hôpital Militaire Lyautey.

Bouches-du-Rhône.

Marseille. — M. Escarguel, 3, rue des 13-Escaliers.

Côtes-du-Nord.

Saint-Brieuc. — Colonel Raineval, 13, r. de Brest.
Dinan. — M. Heudes, 31, rue du Vieux-Port.
Guingamp. — Capitaine Hervé, 4, rue des Ecoles-Saint-Sauveur.
Belle-Isle-en-Terre. — M. Valle.
Erquy. — M. Vergos de Pussée.
Etables. — M. Marion, rue Clemenceau.
Plouha. — Commandant de Louarn-Lanloup.
Paimpol. — M. Le Meur (Père).
Tréguier. — Lieutenant de Coëtlogon.
Lannion. — M. Varenghem.

Charente-Maritime.

La Rochelle. — M. Félix Tilly, 5, rue Henri-IV.

Doubs.

Besançon. — M. Haguenauer, 4, rue d'Anvers.

Finistère.

Brest. — M. Kerdonkuff, président, 5, rue Littré.
Carantec. — M. Sibiril, constructeur en bateaux.
Audierne. — M. Lozachmeur, 13, rue Victor-Hugo.
Ile de Sein. — M. François Follic.
Douarnenez. — M. Leray, B.P., 56, à Douarnenez.
Penmarch. — M. Péron, pharmacien.
Morlaix. — Commandant Salaun, 39, quai de Léon.
Quimper. — M. J. Halleguen, rue Frédéric-le-Guyader.
Concarneau. — Commandant E. Coadou, Hôtel du Commerce.

Gironde.

Bordeaux. — M. Barton, 35, cours Xavier-Arnozan.

Haute-Garonne.

Toulouse. — Colonel Gardet, commandant le groupe d'infanterie n° 6, caserne Campan.

Haut-Rhin.

M. Walther, Domaine de l'Illeberg, à Brunstatt, près Mulhouse.

Hautes-Pyrénées.

Tarbes. — M. Hunault, 2, rue Massoy.

Ille-et-Vilaine.

Rennes. — M. Lecrocq, secrétaire général, 2, place de Bretagne.

Isère.

M. Jack Quillet, dentiste, Allevard-les-Bains, près Grenoble.

Loire.

Saint-Etienne. — M. Dubret (Association des F.L.), 6, place Blanqui.

Loire-Inférieure.

NANTES. — Rayneau de Honington, 110, boulevard Michelet.

Morbihan.

Président d'honneur : Capitaine de vaisseau Charrier, Base Maritime de Lorient 1173.

AURAY. — M. Coste, 19, place de la République.

VANNES. — M. Lebouc, Hôtel de Ville, rue Hoche.

LORIENT. — M. François Courlay, chez M. Mouroux, Ker Julaude, Ploermeur.

FAOUET. — M. Emile Le Dily, rue Foher.

Marne.

REIMS. — M. Ménesson, 10, rue des Trois Raisinets.

Manche.

CHERBOURG. — M. Yves Crébert, 57, rue Don Pedro.

GRANVILLE. — M. Marcel Leuraque, 27, r. Saintonge.

Meurthe-et-Moselle.

NANCY. — M. Thiriat, Société Navalsa, 37 *bis*, avenue du 20e Corps d'Armée.

Nord.

BOULOGNE. — M. Paul Delattre, officier mécanicien, 54, boulevard Clocheville.

CAMBRAI. — Groupe Lorraine, capitaine Garot, Base Aérienne, Epinoy, par Cambrai.

Pas-de-Calais.

CALAIS. — M. Marcel Bourgine, 28, rue du Bout-des-Digues.

Seine-Inférieure.

SANVIC. — M. Pellen, 13, rue Louis-le-Prévost, tél. 32-03.

FÉCAMP. — M. Vicker, chirurgien-dentiste, 17, rue Charles-le-Borgne.

Sarthe.

LE MANS. — M. Gaubert, 2, rue du Levant.

Territoire de Belfort.

BELFORT. — M. Louis Luc, 33, avenue Wilson.

Var.

TOULON. — Intendant militaire Lesquoy, 52, boulevard de Strasbourg.

FRÉJUS. — Sous-lieutenant Nocéto, Hôpital Caïs.

Vosges.

M. GRAVIER, Bureau d'Etudes pour l'Electrification, Saint-Etienne par Remiremont.

COTES-DU-NORD

Le 15 septembre, Dinan a reçu le général Leclerc qui fut l'objet d'un accueil délirant.

A 9 h. 30, eut lieu une revue au pied des remparts de la vieille cité médiévale.

Puis ce fut la remise de décorations, au cours de laquelle notre président du comité départemental, le colonel Raineval, fut fait Commandeur de la Légion d'honneur.

La section dinanaise de l'A.F.L. reçut son drapeau des mains du héros du Tchad, qui prononça à cette occasion une brève allocution.

Après un défilé impeccable des troupes de la garnison, le général déposa des gerbes au monument aux morts de 14-18, place Duclos.

La municipalité offrit un vin d'honneur au cours duquel le maire remercia le général d'avoir bien voulu honorer Dinan de sa présence.

Enfin un banquet groupa plus de huit cents personnes.

Voyage du général de Larminat en Bretagne.

Profitant de son passage en Bretagne, le général de Larminat a pris contact avec les Français Libres de la région et plus particulièrement avec nos camarades du Finistère.

Le 8 septembre, le général de Larminat fut reçu par la section de Brest. Au cours de cette cérémonie, qui groupait autour de M. Kerdoncuff plusieurs centaines de Français Libres, le général de Larminat, répondant aux souhaits de bienvenue de M. Kerdoncuff, le félicita des résultats obtenus dans le Finistère.

Le 15 septembre eut lieu à Quimper une réunion des représentants de l'Association en Bretagne. Etaient présents : le général de Larminat, M. Kerdoncuff, Président de la section du Finistère, M. Halleguen, délégué de Quimper, M. Costes, présidant la section du Morbihan, M. Lecroq, secrétaire de la section d'Ille-et-Vilaine, M. Leroy, délégué à Douarnenez, M. Vourch et le lieutenant Hermer, de Rennes, le commandant Simon.

Le colonel Raineval, qui assistait ce même jour aux cérémonies de Dinan, s'était fait représenter.

La réunion se tint à la mairie de Quimper. Un grand nombre de questions furent posées et discutées : cadeaux à la naissance, reclassement, aide aux veuves.

Le principe de l'érection d'un monument à la mémoire des Français Libres partis de Bretagne en juin 1940 pour l'Angleterre fut admis.

La question de la constitution des « Amis de l'Association » fut discutée.

A ce sujet aucune décision ne peut être prise tant que nous n'aurons pas reçu les réponses de tous nos délégués.

Activité des Sections locales dans les territoires de l'Union Française.

AFRIQUE DU NORD

Après la période d'activité fébrile suscitée par l'organisation des fêtes du 18 juin dernier, nos délégués d'Afrique du Nord ont poursuivi avec beaucoup de succès le travail d'organisation des sections en profondeur pour réunir au sein des trois sections locales tous nos camarades d'Afrique du Nord. Des groupements secondaires sont en formation dans les principaux centres, afin de multiplier les contacts entre tous, faciliter l'œuvre de reclassement de nos amis démobilisés et secourir ceux qui se trouvent dans le besoin. Notre secrétariat général a fait lui aussi un gros effort pour étudier un important arriéré de demandes d'admission et effectuer les vérifications d'usage, si bien que dans cette courte période le nombre de nos adhérents a plus que doublé.

TUNISIE

Un gros progrès a été acquis par l'établissement d'une liaison plus efficace entre notre siège de Paris et notre délégation de Tunisie. Jusqu'à ces dernières semaines, les groupements secondaires de Ferryville, Sousse, Sfax, Gabès, réunissant en amicales nos camarades de la Régence, livrés à eux-mêmes, insuffisamment secondés par notre siège de Paris, avaient poursuivi, grâce au dévouement et à l'initiative de quelques camarades, une action de regroupement et d'entr'aide des plus utiles. Mais il faut bien reconnaître que notre action personnelle comptait pour trop peu dans ces premiers succès : nos amis de Tunisie n'avaient guère bénéficié du concours de notre maison et peu d'entre eux avaient pu obtenir la délivrance de leur carte.

Par bonheur, M. Bénard, appelé à se rendre à Paris, a pu prendre contact avec nous, constater l'utilité d'une liaison plus régulière et souhaiter qu'une coordination vienne faciliter nos rapports. Par ailleurs, grâce aux efforts de notre délégué, notre section a pu s'installer d'une manière tout à fait satisfaisante à Tunis dans un local que M. le Résident Supérieur a bien voulu mettre à notre disposition. L'Association ne dira jamais assez sa gratitude au général et à Mme Mast pour la sympathie qu'ils témoignent à notre groupement. Un secrétariat assurera désormais une permanence à Tunis et nous attendons les meilleurs résultats de cette organisation, qui a été un peu lente à se réaliser et que nous regrettons de n'avoir pu seconder autant que nous l'aurions souhaité.

ALGERIE

De création plus récente que sa voisine de Tunisie, notre section d'Algérie a pu bénéficier d'un appui plus efficace de notre siège de Paris et combler ainsi rapidement le retard imputable à sa formation tardive. Remercions le général Breuillac, commandant la division d'Alger, membre éminent de notre Association, d'avoir bien voulu s'intéresser d'une manière tout particulièrement active à la section algéroise en l'installant dans un local où une permanence sera désormais assurée.

En outre, une liaison directe était effectuée grâce aux visites que nous ont faites à Paris M. Jean Mazel et le lieutenant Dallemer, tous deux membres du bureau d'Alger.

Afin de permettre de regrouper plus efficacement nos camarades, deux groupements secondaires sont en formation. Le commandant Garcia a bien voulu se charger de réunir au sein d'une sous-section nos compagnons du Constantinois, tandis que le colonel Rémy, qui commande maintenant le groupement d'infanterie n° 2, nous a proposé de former une sous-section dans l'Oranie.

MAROC

Notre actif délégué, M. Lamour, a bien voulu s'attacher à poursuivre l'effort qu'il venait de commencer au moment des fêtes du 18 juin dernier. Durant ces deux derniers mois, le nombre de nos adhérents a plus que triplé, et bien des demandes d'adhésion sont à l'étude dans nos services. Beaucoup de nos camarades du Maroc engagés aux F.F.L. ne sont pas inscrits aux fichiers de la France Libre, et l'examen de leur demande nécessite de copieuses correspondances pour vérifier leurs titres. En outre, assez nombreux sont ceux qui, ayant fait partie de très diverses organisations de résistance et de renseignements, croient pouvoir faire partie de notre Association. Nos statuts ne nous permettent d'accueillir que ceux qui ont acquis la qualité de Français Libres pour avoir fait partie de réseaux homologués par la France Libre. Ce travail d'homologation est très imparfait et inachevé. Il nous faudra sans doute, par la suite, prendre des initiatives pour combler des lacunes officielles. Mais il est bien évident qu'elles ne pourront être décidées par notre commission d'admission que lorsque sa doctrine pourra se reposer sur une étude très sérieuse. Notre délégation du Maroc s'y emploie comme nous-mêmes. Nous recommandons donc un peu de patience à ceux qui se trouvent dans cette situation, et nous leur demandons, en nous faisant confiance, d'éclairer le plus objectivement possible ceux qui ont reçu la mission d'étudier leur candidature.

En même temps notre organisation locale se complète peu à peu par la mise en place de bureaux secondaires provisoires, dont la tâche principale consiste à étudier les nombreuses demandes d'admission qu'ils reçoivent. La sous-section de Rabat vient de perdre deux de ses membres les plus dévoués à notre cause, MM. Cappa et Andréani, mais la section du Maroc va s'enrichir par l'arrivée du général Dupin, ancien intendant du Tchad et de la 2e D.B., qui était un de nos commissaires aux comptes et qui va prendre à Rabat la direction du ravitaillement, et du colonel Hous qui commanda en 1943 et 1944 la brigade de marche de l'A.E.F.

Une dernière difficulté est venue retarder la formation définitive de la section marocaine. Comme dans la plupart des pays étrangers, la réglementation chérifienne ne se satisfait pas du simple dépôt de nos statuts et exige la constitution d'une Association dont les statuts doivent être conformes à la réglementation locale. Notre délégué se trouve donc en présence des mêmes nécessités de forme qui ont gêné notre propre action à ses débuts.

Nous venons de donner notre accord au projet soumis par M. Lamour et nous espérons qu'il recevra très prochainement l'agrément de l'Assemblée Générale de nos camarades du Protectorat.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Au cours de ces deux derniers mois, des résultats ont été acquis dans la grande fédération d'A.O.F., et nous venons de mettre définitivement en place toute une organisation locale qui nous paraît judicieuse et qui, nous l'espérons, donnera toute satisfaction à nos camarades.

La cause essentielle de notre retard venait de ce que nous n'avions pu assurer une liaison régulière avec nos camarades de Dakar. Par bonheur, à la fin de juillet dernier, nous avons profité du passage à Paris du colonel Pradier, un de nos plus anciens compagnons du 27 août 1940, maintenant au Cabinet du Haut-Commissaire, pour lui demander d'être notre délégué à Dakar et, après plusieurs entretiens avec lui, nous l'avons vu partir avec la certitude qu'il allait y avoir du nouveau. De plus, nous étions en liaison depuis plusieurs semaines avec notre camarade Paul Lota, ex-capitaine de corvette F.N.F.L., chevalier de la Légion d'honneur, maintenant Administrateur des Colonies et ordonnateur délégué du Sénégal à Saint-Louis, qui dès l'appel que nous avons lancé l'année dernière, avait pris l'heureuse initiative de regrouper nos compagnons du Sénégal et de la Mauritanie. Toutefois, en raison de la position quelque peu excentrique de ce groupement à Saint-Louis, nous n'avons pas voulu lui reconnaître la qualification de section de l'Association tant que nous n'aurions pas mis en place une organisation au chef-lieu de la fédération.

SECTION DE DAKAR

La confiance que nous avions faite au colonel Pradier n'a pas été vaine et très vite nous savions que son activité avait été accueillie par l'adhésion unanime de nos camarades. Le médecin commandant Diagne, compagnon de la Libération, le chef de bataillon Perceval, également compagnon de la Libération, et qui, depuis le 18 juin dernier, s'était spontanément chargé de rassembler les adhésions, lui apportèrent immédiatement leur concours, et pour la mi-août un premier bureau provisoire était constitué, composé comme suit :

Président : Médecin commandant Diagne.
Vice-Président : Commandant Perceval.
Secrétaire : M. Poyet, Travaux publics.
Trésorier : Lieutenant Signoret.
Membres : Commandant de réserve Lantenois ; Officier principal des équipages Pécuniat ; Commandant de Canteloube, F.A.F.L. (attendu) ; Administrateur des Colonies Milleliri.

Et pour patronner notre section locale, nous savons pouvoir compter sur MM. Digo et de Villedeuil, Gouverneurs des Colonies, Serres et Souques, généraux, très anciens Français Libres, et sur la bienveillance du général Magnan, ancien commandant du corps franc d'Afrique.

Enfin, une bonne nouvelle qui réjouira tous nos amis : le pharmacien-colonel Pichat est attendu à Dakar en octobre prochain, et nous savons par avance qu'il acceptera d'entrer au Comité local pour l'organisation des fêtes. Naturellement, les résultats ont été rapides. Une centaine de demandes d'admission de nos camarades de Dakar nous ont été transmises au cours du mois de septembre. L'Association a pris un bon départ à Dakar.

SECTION SENEGAL-MAURITANIE

En même temps, le colonel Pradier, suivant nos instructions, prenait contact avec notre camarade Lota et tout de suite se trouvait d'accord avec lui pour nous proposer la reconnaissance de deux sections distinctes. D'une part, celle de Dakar, qui réunira nos camarades de l'ancienne circonscription de Dakar et du Cap Vert, et celle du Sénégal-Mauritanie, qui aura ressort territorial sur ces deux colonies. Nous engageons vivement nos camarades des principaux centres et de la brousse à s'inscrire à la section de Saint-Louis, que continuera à diriger notre camarade Lota jusqu'à ce qu'un bureau définitif prenne la gestion de nos intérêts.

NIGER

Mais le Sénégal et la Mauritanie ne constituaient pas les seuls territoires où nous devions enregistrer des résultats décisifs. A la suite d'avis qui nous ont été donnés, nous avons renoncé à former la section « Boucle du Niger », pour grouper nos camarades de Tombouctou à Zinder, que nous voulions confier à notre camarade Verdier. Mais nous avons pu reconnaître comme section de l'Association le groupement du Niger, qui s'est constitué à Niamey grâce à l'initiative de notre camarade Piozin de la 1re D.F.L., désormais Administrateur des Colonies, avec qui nous étions entrés en liaison avant son départ pour l'A.O.F. L'Assemblée Générale de nos compagnons l'a appelé à la présidence de la section, pendant que le sergent-chef Voirin acceptait la charge d'être secrétaire-trésorier du groupement. Le général Raynal et M. Faure, secrétaire général du Niger, ont bien voulu accorder leur patronage à notre section en s'y inscrivant, et nous avons retrouvé avec plaisir les noms de nos camarades Morvan, médecin commandant, Fayaud, Le Gall, capitaines, Pansel, Brault, Giraud, lieutenants, Gras, adjudant, Castères, directeur de la Transsaharienne à Niamey, et Cunin, maintenant administrateur adjoint des colonies.

GUINEE FRANÇAISE

A Conakry, M. Prost a bien avancé son travail de regroupement de nos camarades qui comptent déjà au nombre d'une quinzaine, mais il reste encore à recenser nos anciens compagnons tirailleurs. Notre délégué compte réunir une Assemblée générale vers la fin d'octobre, pour former définitivement la section locale.

COTE D'IVOIRE

Notre section de la Côte d'Ivoire, bien que l'arrivée de notre délégué soit toute récente, se classe déjà parmi les plus actifs

de nos groupements. Nous devons cette situation à l'activité inlassable du commandant Ply et de ceux qui lui ont prêté leur concours.

En Côte d'Ivoire, les Français Libres sont sensiblement plus nombreux que dans les autres colonies de la Fédération. Dès les premiers jours de la France Libre, le détachement Champrosay a répondu au général de Gaulle et nombreux sont ceux qui sont venus nous rejoindre en passant par le territoire britannique.

En outre, notre commission d'admission a décidé que pourraient être admis à l'Association, par assimilation avec le statut des agents P2 des réseaux de la France Libre, ceux de nos camarades d'A.O.F. qui ont travaillé d'une manière régulière et continue avec les représentants de la France Libre des Missions Slica, en territoire britannique.

Enfin, notre jeune groupement compte des sympathies très nombreuses et, en reconnaissant la qualité d'Amis de l'Association à ceux dont l'idéal aura été le même que le nôtre, nous pensons réunir, au sein d'une même communauté apolitique, des éléments qui seraient heureux de se joindre à nous.

Avec l'aide de quelques camarades, notre délégué a pu lancer une feuille de notre Association, le « bulletin de Côte d'Ivoire » qui, en l'absence d'un journal local, renseigne nos camarades et nos amis.

Le grand succès remporté par notre section de Côte d'Ivoire, en juin dernier, a encouragé notre délégué à préparer, à Abidjan, un arbre de Noël pour les enfants et à organiser des fêtes pour le 1er janvier. Nous espérons que l'exemple donné par cette section sera suivi.

TOGO DAHOMEY

L'activité de notre section du Togo Dahomey a quelque peu souffert, durant cette dernière période, de l'absence prolongée de notre délégué, M. Agier, et du retour en France de Me Viale, qui avait bien voulu gérer nos intérêts. Par bonheur, sur l'invitation de M. le Gouverneur Noutary, le Capitaine Coquin, qui commande les Forces de Police du Togo, a repris en mains la section. Etant appelé de par ses fonctions à faire des tournées dans l'ensemble des territoires, il pourra s'occuper davantage de nos tirailleurs démobilisés et, avec le retour de M. Agier, la section Togo-Dahomey va pouvoir repartir de l'avant.

SOUDAN

Malgré la présence de quelques camarades au Soudan, nous n'avons pas encore pris assez de contacts avec eux pour confier la mission de délégué à l'un d'entre eux. Le Colonel Pradier a bien voulu se charger de nous renseigner davantage, et nous pensons être en mesure, dans notre prochain numéro, d'annoncer la mise en place d'une section à Bamako.

AFRIQUE EQUATORIALE FRANÇAISE

L'activité de nos quatre sections d'Afrique Equatoriale Française, qui est toujours très grande, ne donne cependant pas matière à une longue chronique. Avec beaucoup de cœur, nos bureaux locaux s'attachent à faciliter la tâche des autorités militaires, en examinant avec elles les dossiers de démobilisation et des avantages spéciaux de nos tirailleurs rendus à la vie civile, qu'ils complètent heureusement d'un gros effort de reclassement. Puissent toutes nos sections d'Outre-Mer s'inspirer de leur exemple pour mener à bonne fin cette mission à laquelle nous nous sommes nous-mêmes attachés. En même temps, le recensement de nos camarades se poursuit et chaque courrier hebdomadaire nous apporte de copieux lots de demandes d'admission.

Le retour du mois d'août a permis, sur place, à nos camarades coloniaux, de fêter l'anniversaire des Trois Glorieuses des 26, 27 et 28 août 1940, et nous avons reçu à cette occasion de nombreux télégrammes de nos sections et des autorités locales qui attestent chaque jour davantage que notre Association s'est définitivement intégrée à la vie spirituelle de la *France Libre*.

Nous savons, en outre, que la journée du 28 août à Brazzaville a été l'occasion, pour notre section locale, d'organiser des cérémonies commémoratives et des fêtes au profit de notre Association, qui ont rencontré un beau succès. Nous manquons cependant de détails pour en faire ici une relation complète.

CAMEROUN

Comme ses voisines d'A.E.F., la section du Cameroun a continué son travail d'organisation sur le plan local. En liaison parfaite avec l'Association des Anciens Combattants du Cameroun, elle s'attache chaque jour davantage à défendre les intérêts de nos camarades démobilisés, à faire valoir les droits aux avantages spéciaux des tirailleurs rendus à la vie civile et à les aider à se reclasser.

Pour seconder notre groupement dans cette œuvre sociale, notre Comité de Direction a laissé à la disposition du bureau de Douala une importante partie des fonds qui avaient été recueillis en juin dernier, afin qu'elle soit à même d'intensifier son action.

Nous nous attachons, en outre, à faire aboutir auprès des pouvoirs publics un certain nombre de vœux émis par le bureau de Douala qui, s'ils sont finalement adoptés, donneront toute satisfaction à nos adhérents coloniaux.

MADAGASCAR

Les deux mois qui viennent de s'écouler ont vu se consacrer la prééminence de la sous-section de Tananarive, que dirige, avec beaucoup d'activité notre camarade Dodu. Ayant son siège au chef-lieu du territoire, réunissant la majorité de nos camarades, elle forme désormais la cellule vivante autour de laquelle viennent se rassembler nos camarades de la Grande Ile. Nous attendons l'organisation définitive de nos groupements secondaires qui se forment dans les principaux centres pour réunir l'Assemblée Générale de nos membres, qui donnera à la section malgache son organisation définitive.

En attendant, M. Girard qui reste notre délégué à Tamatave, continue à prendre les contacts nécessaires avec tous nos camarades pour développer la formation de ces sous-sections, qui seront nécessairement fort nombreuses pour tenir compte de la dispersion de tous nos camarades dans les différents postes de la colonie. Notons le retour en France du Commandant de la Marine de Madagascar, le Capitaine de Frégate Richard Evenou, et l'arrivée à Diego Suarez du Médecin Lieutenant-Colonel Montfort, du Médecin Commandant Mauric, à Tananarive, et à Tamatave, du Lieutenant-Colonel Mangin, maintenant Administrateur des Colonies.

Le 7 septembre, la section de Tananarive a organisé une fort belle soirée avec bal, qui fut un grand succès. Toutes les autorités civiles et militaires, ainsi que le Corps diplomatique, tinrent à honorer cette réunion de leur présence.

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

La prolongation du séjour en France de notre délégué, le Commandant Magendie, retardait la formation de cette section. Nous n'avons donc pas attendu davantage pour entrer en contact avec nos amis de Djibouti, où nous savions retrouver, outre le Gouverneur Syriex, son chef de Cabinet Militaire : le Capitaine Muller, ancien du B.M. 21, qui s'évada de Djibouti en septembre 1942 et qui fut l'artisan, avec Gory, Magendie et autres du ralliement pacifique de la colonie, le Chef de Bataillon Labarsouque, ex-adjoint du Général Raynal et ancien de la 4e Brigade, le Capitaine Glenat, ancien du Tchad (B.M. 3) qui a terminé avec le Général Leclerc à Strasbourg et en Allemagne, les Lieutenants Giraudel et Gras, les Sous-Lieutenants Tomasi, Albospeyre et Frisonroche, ce dernier évadé de Djibouti en 1941, MM. Joufray, Lamarque, Weiller, maintenant démobilisés, et M. Sauteron, ancien de l'A. E. F.

M. Langle, ancien du B.M. 4, maintenant administrateur adjoint des Colonies à Djibouti, a bien voulu commencer la tâche de regrouper nos camarades et recueillir les adhésions. Notre délégué trouvera donc le travail bien préparé et nous comptons que la section pourra, dès son arrivée, s'organiser sous une forme définitive.

ILE DE LA REUNION

Nos efforts en vue de former une section à l'Ile de la Réunion, où les sympathies ne nous sont pas ménagées et où nous comptons déjà de nombreux adhérents, n'ont pas encore abouti à une solution définitive. Nous pensons cependant que les contacts réguliers qui s'établissent entre notre Secrétariat Général et le Docteur Vinson, Président de la section de Saint-Denis de l'Amicale des Résistants de France et d'Outre-Mer, aboutiront à une entente avec cette Amicale qui jouit de notre entière sympathie.

Remercions le Docteur Vinson et Mme Rabot, Vice-Présidente du groupement Bourbonnais, d'avoir bien voulu organiser les fêtes de notre Association du 18 juin dernier, qui ont reçu le meilleur accueil et dont nous faisons plus loin la relation.

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

Notre section de l'Inde française, qui sera certainement appelée à former un des plus importants groupements de l'Association, s'organise peu à peu. La grosse majorité de nos adhérents est déjà constituée par nos camarades hindous engagés volontaires dans nos formations combattantes originaires de nos comptoirs, qui ont répondu, dès septembre 1940, à l'appel du Général de Gaulle. Nombreuses restent encore à l'étude, les demandes d'admission des volontaires qui nous avaient envoyé leur adhésion alors qu'ils stationnaient en Syrie et que nous nous efforçons de retrouver. Malgré la relève et les départs en congé, nos compagnons de 1940 s'emploient tous au développement de la section de Pondichéry qui sait si bien garder vivantes nos traditions.

OCEANIE

Malgré les difficultés et les lenteurs des communications avec Papeete, nous n'avons pas été bien longtemps à recevoir des nouvelles du Bataillon du Pacifique, dont nous avions annoncé le retour dans notre N° 2. Nous avons pensé que nos amis liraient avec plaisir la relation de l'arrivée du *Sagittaire*, à Tahiti.

C'est le dimanche 5 mai 1946 que s'effectua cette arrivée triomphale. A cinq heures déjà, le *Sagittaire* croisait au large de Papeete et, sur la silhouette sombre du Diadème, une immense Croix de Lorraine resplendissait dans la montagne.

Avant six heures, dès l'aube naissante, les premières vedettes approchèrent, amenant le pilote, le Lt-Colonel Commandant les troupes de terre, les médecins et des jeunes filles en uniforme de la marine chargées de distribuer des tracts de bienvenue et le programme des fêtes.

Puis ce fut une véritable féerie de goélettes, de canots, de chaloupes et de pirogues de toutes sortes, ornés de fleurs jusqu'au mât et surchargés de femmes, d'hommes et d'enfants chantant en chœur sur accompagnement de guitares. Sur la houle nonchalante de l'océan, en ce matin radieux, ce carrousel nautique fut un moment à la fois enchanteur et émouvant. C'était le premier salut de la terre tahitienne que nous avions quittée depuis cinq ans passés.

Avec le jour, la Croix de Lorraine avait pâli, mais sur les hauteurs dominant la ville, inscrits dans la verdure en lettres colossales, on pouvait apercevoir les mots de bienvenue tahitiens : « Maeva » et plus loin « Manava ».

A sept heures précises, tandis que le canon tonnait, le *Sagittaire*, sous grand pavois, faisait son entrée majestueuse dans la passe, entre deux haies de pirogues fleuries.

A terre, la pluie des jours précédents avait avivé les couleurs qui chatoyaient sous le clair soleil du matin, et la végétation elle-même semblait avoir préparé sa toilette des grands jours.

L'on pouvait distinguer déjà un fourmillement extraordinaire de monde, traversé par les reflets des voitures étincelantes.

Sur le terre-plein de la Marine, des groupes de danseurs en « moré » et coiffure de raphia rouge exécutaient face au navire des danses rythmées sur le tambour tahitien, tandis que la foule, suivant notre manœuvre, se portait sur le quai où dominait en lettres capitales le salut maori : « La orana Tamarii Tahiti ».

Là un spectacle grandiose nous attendait.

Dans un ordre parfait se trouvaient alignés les troupes de la garnison rendant les honneurs, les anciens du Bataillon revenus auparavant, les Autorités civiles et militaires au grand complet, Gouverneur en tête, le Corps consulaire, des groupes de danseuses et des jeunes filles chargées de remettre le traditionnel collier de fleurs ; enfin, derrière ces groupes, la marée humaine des familles, amis et curieux.

Dès que l'échelle de coupée fut installée, le Capitaine Hervé descendit, suivi des sous-officiers et soldats tahitiens. *La Marseillaise* retentit, figeant chacun au garde-à-vous. Minute inoubliable. Puis les ovations et les bravos crépitèrent. Accolades, congratulations, mains tendues de toutes parts, effusions familiales, etc...

L'inévitable ne tarda pas à se produire : les barrages de police furent rompus, la marée humaine déferla irrésistible, et ce fut instantanément la plus belle cohue qu'on puisse imaginer.

L'exubérance et la joie retenues jusque-là se donnaient enfin libre cours, et nul ne s'en étonna dans ce pays où tout se passe naturellement « à la bonne franquette ».

La formation de la section océanienne à Papeete n'a pas relevé du processus habituel, puisque nos compagnons du Bataillon du Pacifique s'étaient déjà inscrits à l'Association des Français Libres avant de quitter la Métropole et qu'ils formaient déjà un noyau suffisant pour élire un Comité local de Direction. Ont été désignés par nos camarades pour diriger la section :

MM. Bambridge John, Bernardino Philippe, Brault Guy, Cadeac d'Arbaud Jean, Dedeyn Jacques, Grand Walter, Grand Jean, Hervé Robert, Manutahi Riihoro, Martin Emile, Martin Yves, Martin John, Montaron Philibert, Noble Max, Pommier P., Puairau Pürani, Rollin Louis, Tamata Maruitua, Teriitua Terii.

Ont été désignés Commissaires aux Comptes :

MM. Tumahai Jean et Vaschalde Claude.

Parmi les membres de ce Comité, ont été élus pour siéger au Bureau :

Président : Robert Hervé ;
Vice-Présidents : Médecin-Commandant Louis Rollin et M. Emile Martin ;
1er *Secrétaire :* Jean d'Arbaud ;
2e *Secrétaire :* John Martin ;
1er *Trésorier :* Philibert Montaron ;
2e *Trésorier :* Jean Grand ;
Archiviste : Jacques Dedeyn.

Nous avons eu grand plaisir à retrouver au bureau le Capitaine Hervé, notre délégué, qui commandait le bataillon rapatrié sur le *Sagittaire ;* le Médecin-Commandant Rollin, glorieux ancien combattant de la guerre 14-18, chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de 6 citations, parti avec le Bataillon du Pacifique le 21 avril 1941 malgré son grand âge ; M. Emile Martin, un des animateurs les plus éminents du ralliement, membre fondateur de la ligue de la France Libre ; le Lieutenant de Vaisseau d'Arbaud, qui a navigué en convoi dans l'Atlantique et l'Océan Indien en 1941-42-43 et qui, ensuite, affecté au Régiment de Fusiliers-Marins, a participé à toutes les campagnes de cette belle unité en Provence, dans les Vosges, en Alsace et dans les Alpes-Maritimes ; John Martin, engagé de la première heure, qui a participé à toutes les campagnes du Bataillon ; M. Montaron, expert-comptable, Président de l'Association des Anciens Combattants et membre fondateur de la Ligue de la France Libre ; Jean Grand, engagé de la première heure dans les Forces Navales Françaises Libres ; M. Dedeyn, licencié en droit, ancien juge, résistant de 1940.

Voilà donc la section d'Océanie bien partie. Nous savons que sa tâche sera lourde, car il lui faudra tout de suite aider à se reclasser les nombreux volontaires aujourd'hui démobilisés, et venir en aide à bien des misères. N'oublions pas que l'Océanie a 75 de ses fils morts ou disparus en servant dans les Forces Françaises Libres, dont 63 au Bataillon du Pacifique, 7 dans la Marine, 3 dans l'Aviation et 2 isolés.

La formation de notre section a rencontré sur place un grand succès, et nombreuses sont les demandes de volontaires maintenus sur place malgré eux qui viennent de nous être transmises.

NOUVELLE-CALEDONIE

Moins copieuses sont les informations que nous pourrons rapporter sur la section de Nouvelle-Calédonie que dirige le Lieutenant Pannetier, lui aussi ancien du Bataillon du Pacifique.

La section est en bonne voie de formation, mais les communications, fort aléatoires, retardent nos courriers.

Signalons le prochain départ pour Nouméa du Capitaine de Corvette Des Moutis, Compagnon de l'Ordre de la Libération, ancien Commandant du *Commandant Domine,* qui pourra faire bénéficier la section locale de la riche expérience acquise par son dévouement à notre cause à l'Organe Central F.F.L. à l'avenue de Saxe et au Secrétariat Général de l'Association.

ANTILLES

La perte d'un volumineux courrier envoyé par le Colonel Boisson à la fin de juin dernier nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro le rapport sur l'activité naissante de la section de la Martinique, de même que la relation des Journées commémoratives des 16, 17 et 18 juin dernier, qui ont remporté un beau succès, puisque la souscription ouverte aura produit la somme de 272.171 fr. 50, réservée à nos œuvres sociales et à notre fonds de solidarité.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

De St-Pierre et Miquelon nous recevons toujours de nombreuses demandes d'admission de nos camarades qui ont servi si nombreux dans les F.N.F.L.; la section Saint-Pierraise compte désormais parmi les plus étoffés de nos groupements d'Outre-Mer. Remercions M. Plantegenest de son inlassable dévouement à notre cause et de la façon si active dont il aide nos compagnons à débrouiller leurs affaires, et saluons l'arrivée au chef-lieu de M. Marchand, un de nos bons compagnons du Tchad du 26 août 1940, qui présidera désormais aux destinées de ces terres françaises lointaines, mais proches de nos cœurs.

INDOCHINE

Parmi nos groupements locaux les plus récemment constitués, la section d'Indochine est certainement de ceux qui s'activent et se développent à notre entière satisfaction. Nous avons eu grand plaisir à voir nos compagnons, — qui continuent à servir si ardemment pour la plus noble cause, sur la dernière terre française libérée et non encore entièrement rendue à la vie de paix — chercher un encouragement à leurs sacrifices au sein de notre groupement; car ce ne sont pas seulement ceux du chef-lieu qui sont venus à nous, mais tout de suite aussi, ceux qui, aux avants-postes, continuent l'œuvre de la France Libre.

Notre Secrétariat Général se réjouit d'avoir pu, dans la mesure de ses moyens, aider à l'heureux aboutissement de nombreuses démarches intéressant nos camarades d'Indochine qui, partis de France depuis de nombreuses années, n'étaient plus à même de suivre leurs affaires personnelles.

Chaque semaine, l'Association reçoit d'abondantes liasses de demandes d'admission et peut envoyer à M. Jacquin les cartes, que les liaisons aériennes rapides permettent de lui faire parvenir rapidement.

Déjà le groupement initial est sur le point d'éclater : des groupements secondaires se sont formés au hasard des rencontres de nos compagnons, et l'amélioration de la situation au Tonkin permettra, sans doute, la naissance d'un groupement Nord autonome.

En Indochine, en Cochinchine, au Laos, en Annam, au Tonkin, plus qu'ailleurs sans doute, la France Libre continue...

Activité des Sections à l'étranger.

Les deux mois qui viennent de s'écouler ne nous ont pas apporté beaucoup de nouvelles de nos camarades à l'étranger. Il est vrai que nous sommes dans la période creuse des vacances, dont beaucoup ont profité pour voyager et revoir la France après une longue absence. D'une façon générale cependant, tout continue à fonctionner comme nous l'espérions, encore que nous distinguions quelquefois chez nos amis, non de la réticence, mais une certaine incompréhension.

Pour beaucoup de Français de l'étranger, l'esprit « France Libre » reste un esprit de combat; ils conservent intacts le goût de la lutte, l'ardeur passionnée et le désir de convaincre, toutes qualités admirables qui ont fait la grandeur et le succès de notre mouvement. Il n'en reste pas moins qu'assez souvent, on nous présente l'objection suivante : dans les colonies françaises de l'étranger, où règnent parfois d'assez vifs dissentiments, pourquoi introduire un nouvel élément de division en maintenant entre les membres une distinction basée sur des critères que l'on estime périmés ?

Or, justement, si nous tenons à rester unis entre Free French, c'est que nous voulons maintenir solides des valeurs qui n'ont pas seulement leur emploi en temps de guerre, mais qui, pendant les jours difficiles que nous traversons, sont précisément celles dont nous avons besoin pour travailler à la restitution de la grandeur française.

Dans les pays étrangers, les groupements de Français Libres doivent regarder franchement vers l'avenir : ils ont un passé qui prouve ce qu'ils sont capables d'accomplir.

Envisagés sous cet angle, il n'y a guère raison de croire que ces groupements pourraient amener la dissension au sein des colonies françaises. Inscrits dans le cadre d'une union des Français, ils devraient rassembler les meilleurs éléments et montrer le chemin à toutes les organisations similaires.

⁂

Voici maintenant quelques brèves nouvelles de nos amis lointains.

En Australie, notre délégué, M. Meunier, se dévoue à sa tâche et fait preuve d'un réel talent d'organisateur. Il a déjà réuni et fait inscrire à l'Association la plupart des Français Libres d'Australie. Des délégués ont déjà été désignés pour les principales villes. Des contacts ont été pris avec des Australiens qui pendant la guerre ont apporté leur appui aux Comités France Libre. Toutes ces démarches n'ont pas empêché M. Meunier de rédiger une petite note sur l'immigration : on la trouvera plus loin au chapitre « Reclassement ».

Ce sont surtout les territoires du Pacifique et de l'Océan Indien qui nous ont écrit au cours de ce mois. De Manille, nous avons reçu une trentaine de demandes d'adhésion de camarades français et philippins inscrits au Comité National Français, et dont certains ont payé très cher leur activité sous l'occupation japonaise. Il en est de même en Chine où, de Shanghaï, un important courrier nous a apporté 40 demandes émanant d'authentiques Free French 1940 et 41. Enfin, des Indes, M. Fouchet, notre délégué à Calcutta, nous a fait parvenir les dossiers de plusieurs candidatures qui permettront de mettre rapidement sur pied un comité local.

Toutes ces demandes ont été étudiées et les cartes expédiées.

Du Canada, nous avons reçu peu de nouvelles. Nous devons cependant signaler combien nous avons été heureux d'accueillir parmi nous Mesdames Simard et Richarde, Messieurs Daguerre, Frémont, Triadou, Tuteur et Chevassu, Présidents des Comités France Libre des principales villes du Canada.

Un nouveau groupement de notre Association va sans doute se constituer au Vénézuéla. Sur les conseils de MM. Medioni, Ministre de France au Centre Amérique et Lantiez, attaché commercial à Caracas, nous en avons chargé le Docteur Vétérinaire Fiasson, Capitaine de Réserve, chargé de mission près la Légation.

LES JOURNEES NATIONALES des 16, 17 et 18 juin 1946 dans les territoires de l'Union Française.

Les Journées Nationales des 16, 17 et 18 juin dernier, auxquelles M. Marius Moutet, Ministre des Colonies, avait bien voulu accorder son patronage en donnant des instructions aux chefs des Territoires d'Outre-Mer pour que tous les concours soient accordés à nos sections locales, ont rencontré un très grand succès. Elles ont revêtu la réelle signification que nous avons voulu leur donner : celle de la Résurrection de l'Esprit National après la défaite et du relèvement de la France après la Victoire.

Le Mouvement Libérateur de la France Libre, mouvement d'Outre-Mer par excellence, s'est désormais intégré au patrimoine spirituel de la France d'Outre-Mer, et même les territoires rentrés dans la bataille après nous, nous ont apporté leur adhésion en fêtant ces journées à l'égal du 14 juillet.

Nos amis liront avec plaisir ce compte-rendu anonyme (et que nous reproduisons in-extenso) des manifestations qui ont eu lieu quelque part... en brousse... à Madagascar, dans un district où... il n'y avait pas un seul Français Libre.

⁂

Afin de laisser aux « Fokonolona » éloignés une marge de temps suffisante pour leur permettre de prendre part à ces manifestations, celles-ci furent bloquées sur la journée du 18 juin.

La place des Manguiers, où eurent lieu les cérémonies, avait été décorée de drapeaux et de guirlandes de flammes tricolores, et le bâtiment de l'ancienne Résidence disparaissait sous les palmes, les fleurs et une magnifique banderolle bleu - blanc - rouge ornant la façade sur toute sa longueur.

Le programme fut réalisé de la façon suivante :

à 8 heures : *Salut aux couleurs* accompagné par la sonnerie « au drapeau » et, suivi des regards d'une foule nombreuse et recueillie, le Pavillon fut hissé au Grand Mât.

Allocution du Chef de district. — Puis le chef du District prononça l'allocution ci-dessous qui fut traduite en malgache :

« Il y a 6 ans, la France déposait les armes devant un adversaire formidable.

« Le monde entier disait : « La France est perdue » et voyait déjà avec terreur la fin de la Liberté.

« Cependant, au même moment, sur un petit avion, le Général de Gaulle quittait la France envahie et arrivait en Angleterre où il appelait aux armes tous ceux qui ne désespéraient pas.

« Le monde entier fut étonné : « Quel est cet audacieux qui prétend tenir tête seul, sans armée, à la Nation victorieuse » ?

« Mais voici que de tous les points de France et de tous les points du monde répondant à cet appel, de nombreux soldats arrivèrent.

« Une armée fut constituée, puis une flotte, puis une aviation, et alors on vit de nouveau flotter dans le ciel des batailles les trois couleurs de France unies à la Croix de Lorraine ;

« Et ces deux symboles de la Liberté vivante et de la Liberté crucifiée sauvèrent la France et le Monde.

« Le 8 mai 1945 l'Allemagne était vaincue.

« Depuis cette date la France déblaie ses ruines, reconstruit ses maisons, ses usines ; et la voici, miracle nouveau, qui, saignante de ses blessures, étonne le monde par sa hardiesse et la vitalité de son Esprit.

« La voici qui lance sur les flots et dans les cieux des bateaux et des avions aux qualités remarquables ; et voici les produits neufs qui sortent de ses usines et se vendent dans le monde entier.

« Vous tous qui êtes ici réunis, il ne faut pas désespérer de la France.

« Quand on la croit morte, elle ressuscite plus forte et plus belle que jamais.

« La France de l'Empereur Charlemagne, la France du Roi Louis XIV, la France de 1789 est immortelle comme la Liberté dont elle est le berceau.

« La France n'a jamais déçu personne.

« Comme le soleil pour la terre, la France est pour le monde la promesse de vie.

« Malgaches : la France avec vous ! c'est le gage le plus sûr de votre bonheur et de votre indépendance.

« Vive la France !

« Vive Madagascar !

« Vive l'Union Française !

Ces vivats furent répétés spontanément par la foule.

Hommage aux Morts au Champ d'Honneur

Le Chef du District s'adressant à la foule

« Pour tous ceux, Français de France et Français de Madagascar morts pour le Drapeau qui flotte là-haut,

« Trois salves d'honneur :

puis s'adressant au Chef du Détachement de la garde indigène :

« Sergent-chef à votre commandement ».

Aux battements du sabre trois salves nourries ébranlèrent le ciel.

A 8 heures 1/2 : *Remise solennelle des fonds versés par les Fokonolona pour les œuvres de la France Libre.*

C'est avec générosité que les Fokonolona répondirent à l'appel pour la souscription.

Une urne monumentale drapée des trois couleurs et décorée de fleurs et de verdure avait été dressée devant l'ancienne Résidence.

Les Chefs de villages, entourés de notables, vinrent tour à tour s'incliner devant les Trois Couleurs et mettre dans l'urne le montant des fonds recueillis.

A 8 heures 45 : *Chants et Danses.* — Les dames d'honneur de la Princesse prêtèrent leur gracieux concours ;

Aux sons des flûtes et des tambourins, danses et chants réjouirent les spectateurs.

A 9 heures : *Tombola.*

La tombola mit la foule en liesse.

Les distributeurs bénévoles de billets eurent maille à partir avec l'ardeur des nombreux acheteurs. Soixante coupons de tissus firent la joie des heureux gagnants, la plupart venus de la brousse lointaine.

Morengy : Toute la journée le morengy eut un franc succès.

à 17 heures. — Un vin d'honneur fut servi aux notables.

Le chef du District les remercia une deuxième fois de la générosité des Fokonolona et leur donna quelques conseils de circonstance.

A 19 heures : *Retraite aux flambeaux* avec lampions multicolores.

Bal — Le soir un grand. bal réunit la jeunesse au son des flûtes et de l'accordéon.

La population de ce District n'oubliera pas ces Journées Commémoratives.

⁂

Plus que jamais, nos territoires d'Outre-Mer se montrèrent gardiens des Traditions françaises Libres, faites de sacrifice, et leur générosité, dont a été bénéficiaire notre Fonds de Solidarité, a dépassé nos prévisions.

Les sympathies locales ont souvent suppléé à l'action personnelle de nos sections, trop récemment mises en place, ou encore inexistantes, et nombreux sont les souscripteurs qui, spontanément, ont déposé leur obole aux comptes ouverts aux banques locales, à la diligence des Autorités Coloniales. Que nos amis et ces dernières trouvent tous ici l'expression de notre gratitude. En 1947, notre Association, après l'expérience d'une année et une préparation déjà commencée, sera en mesure, avec l'aide de nos organisations locales, de présenter des programmes qui permettront encore de surpasser les très beaux résultats obtenus cette année et qui, parvenus ici incomplets, nous permettront de penser que le profit net dépassera largement seize millions. A la fin de septembre, nous avions été tenus informés des recettes suivantes :

Maroc. — Les résultats définitifs du Maroc ne seront connus qu'assez tardivement. Ils seront fonction du succès de la vente du timbre avec surcharge de 5 francs, émis au bénéfice de notre Fonds de Solidarité. L'ensemble des sommes que M. Lamour sera en mesure de nous faire parvenir atteindra, nous l'espérons, 1.500.000 francs.

En Tunisie. — Nous confirmons les chiffres déjà donnés : près de 1.500.000 frs.

Afrique Occidentale Française. — 6.940..455 francs recueillis principalement par souscription. Ne possédant pas le détail par territoire, nous ne pouvons dire la part revenant à chacun d'eux. Nous savons cependant que la Côte d'Ivoire arrive largement en tête, situation qui placerait cette colonie en tête de notre palmarès.

Au Cameroun. — Les résultats exceptionnellement brillants qui ont été obtenus sont tous à mettre à l'actif de l'esprit d'initiative de notre section locale ; ils ne pourront être définitifs qu'après une vente aux enchères de la plupart des lots de la Tombola qui ont été abandonnés généreusement par les gagnants. Dès à présent nous sommes en mesure de dire que l'actif net ne sera pas inférieur à 2.700.000 frs.

En Afrique Equatoriale Française — Les résultats seront nécessairement faussés par la décision de nos camarades de Brazzaville, de réserver à une journée de souvenir du 28 août, l'occasion de faire appel à la générosité de nos adhérents et de leurs amis.

La Section du Tchad nous a déjà versé 349.847 francs, produit des recettes des 26, 27 et 28 juin dernier.

A Madagascar. — Les résultats n'ont pas été moins brillants, puisque M. Girard a déjà pu nous transférer 1.411.000 frs recueillis sur l'initiative des divers chefs de district, l'ensemble des dons et souscriptions portant sur près de 1.540.000 francs. Que les diverses Autorités qui ont prêté leur concours et tous nos amis qui ont donné si généreusement pour nos œuvres trouvent ici l'expression de notre vive gratitude.

Iles de la Réunion. — Nos lecteurs liront plus loin la relation des fêtes du 18 juin dernier. Rappelons ici que 510.000 frs nous ont été envoyés par le Docteur Vinson.

Indochine. — Les brillants résultats dont nous avons fait part dans notre premier numéro ont encore été améliorés ; nos amis du Tonkin, du Cambodge et du Sud Annam s'étant associés à la générosité de nos amis de Saïgon, l'actif net, actuellement connu, dépasse 1.100.000 francs.

Cote des Somalis. — M. le Gouverneur de la Côte Française des Somalis nous a fait parvenir un chèque de 23.500 frs, montant des dons recueillis à Djibouti au cours de la journée du 18 juin.

Océanie. — Le Capitaine Hervé, en nous faisant le compte-rendu de la formation de la section de Papeete et des fêtes du 18 juin, nous a informé que leur produit avait été de 56.879 frs 05 CFP, soit plus de 136.000 francs métropolitains.

Inde Française. — L'ensemble des dons recueillis pendant les trois journées nationales a atteint 64.615 frs 50.

Martinique. — Le Colonel Boisseau vient de nous aviser que le produit des journées nationales à la Martinique avait été de 270.000 frs.

Nos lecteurs trouveront par ailleurs, ci-après, la relation des cérémonies et des fêtes du 18 juin dans les divers territoires pour lesquels nous n'avons pas reçu les informations nécessaires pour être en mesure de faire le compte-rendu dans notre numéro 2.

INDE FRANÇAISE. — Dans les cinq comptoirs de l'Inde la commémoration de l'Appel du Général de Gaulle a été célébrée suivant le cérémonial des Fêtes Nationales et a donné lieu aux solennités traditionnelles.

Ce jour-là, à Pondichéry, la place du Général de Gaulle, ancienne place du Gouvernement, a été inaugurée officiellement et, après un discours du chef de la colonie, le député de l'Inde Française a pris la parole pour marquer l'importance des liens qui unissent son pays à la France.

Le montant des dons recueillis pendant ces journées a été de 64.625 frs 50.

ILE DE LA RÉUNION. — Des fêtes au profit du Fonds de Solidarité de l'Association des Français Libres ont eu lieu le 18 juin et le 14 juillet. Notre représentant le Docteur Vinson, aidé d'un comité d'organisation présidé par Mme Rabot, a mis sur pied une série de belles manifestations qui ont obtenu le plus vif succès.

Le 18 juin, après un broadcast de M. Ollivier une messe solennelle fut célébrée à 9 heures à la Cathédrale de Saint-Denis par le R. P. Ledouaran sous la présidence de S. E. Mgr Cléret de Langavant et en présence de M. le Gouverneur Capagorry, de M. Rivière, Secrétaire Général, de MM. Simonet, député de la Drôme, Vauthier et Babet députés de la Réunion et de toutes les autorités civiles et militaires; à l'issue de la cérémonie, des gerbes furent déposées au Monument aux Morts par M. Capagorry et Mme Rabot. Puis les autorités inaugurèrent l'aérodrome de Gillot.

L'après-midi, à 17 h. 30, l'élite de la population de Saint-Denis se retrouvait dans les grands salons de l'Hôtel de Ville. Présenté en termes choisis par le Docteur Vinson, M. Ollivier prononça une conférence très applaudie sur le Général de Gaulle et la Résistance Française. Une partie artistique de choix termina cette brillante réunion.

Pendant toute la journée du 18 juin, des insignes furent vendus au profit de l'Association.

Le 14 et le 15 juillet une grande kermesse attira à Saint-Denis la foule des grands jours. Des baraques et des stands avaient surgi sous les arbres et composaient un paysage charmant et coloré. Le pittoresque va-et-vient de spectateurs, les rires et les chants, témoignaient de l'atmosphère cordiale qui ne cessa de régner.

Le lundi 15 juillet à 11 heures, de nombreux amis tinrent, dans une simple réception, à présenter leurs félicitations à Mme Rabot qui venait de recevoir la Médaille de la Résistance. Nous nous permettons d'y joindre ici les nôtres.

Enfin les 1er et 3 août, deux représentations exceptionnelles de « *Marius* » de Marcel Pagnol, avec le concours d'artistes amateurs, obtinrent un magnifique succès. Tous ceux qui participèrent à la réalisation de ces soirées rivalisèrent d'ingéniosité et de dévouement et tous sont à féliciter chaleureusement.

Ajoutons que, pendant toutes ces journées, de gracieuses quêteuses recueillirent des dons importants. Le résultat financier est là pour le prouver, puisque nos amis nous ont fait parvenir une somme de cinq cent dix mille francs, dont les deux tiers proviennent des collectes.

Ces fêtes furent donc un succès complet. Nous voudrions que nos amis trouvent ici le témoignage de notre satisfaction. Nous regrettons de ne pouvoir citer tous ceux dont le concours éclairé et dévoué a permis la mise sur pied de ces journées. Félicitons en particulier le Docteur Vinson et Mme Rabot qui ont su communiquer leur enthousiasme et leur foi à tous leurs collaborateurs .Nous tenons également à remercier M. le Gouverneur Capagorry du concours généreux qu'il a bien voulu accorder au Comité d'Organisation des fêtes.

ILE DE TAHITI. — Notre camarade Hervé, qui venait d'arriver à Papeete avec le B.I.M.P., a été chargé par le Gouverneur de la Colonie de mettre sur pied les manifestations commémoratives du 18 juin.

Aidé de quelques camarades dévoués, le Capitaine Hervé s'attacha à les réaliser avec le maximum d'éclat.

Elles débutèrent par une cérémonie officielle, simple et émouvante, en présence de M. le Gouverneur Haumant et des autorités civiles et militaires. Le Capitaine Hervé prononça une allocution dans laquelle, après avoir donné lecture du message du 18 juin 1940, il retraça avec beaucoup d'émotion l'historique du 1er B.I.M.P. Puis, ce fut l'appel des morts : les clairons sonnent, les assistants se recueillent pendant une minute.

M. le Gouverneur Haumant prend alors la parole pour exposer ce qu'est l'Union Française. Il le fait d'une façon très simple mais extrêmement précise.

Aussitôt après, des diplômes sont remis aux volontaires du Bataillon du Pacifique par le Gouverneur, qui tient à féliciter individuellement chacun d'eux.

Le reste de la journée fut consacré à des manifestations qui comprenaient des réunions sportives (courses de chevaux, matchs de foot-ball et de basket-ball), une soirée artistique, un grand bal; partout le succès fut complet.

Dans leur ensemble, ces fêtes rapportèrent près de soixante mille francs, sans compter le bénéfice d'une tombola qui a dû être tirée le 14 juillet.

A notre camarade Hervé et à tous ceux qui l'ont aidé pour réaliser ce programme, nous adressons nos félicitations et nos très vifs remerciements. Ils ont su prouver qu'ils étaient toujours les anciens du B.I.M.P.

LES JOURNEES NATIONALES du 18 juin à l'étranger.

Dans tous les pays étrangers, les manifestations conçues par les Français Libres ont coïncidé avec les cérémonies officielles organisées par les hautes autorités locales. Le fait que ces cérémonies n'aient été annoncées que quelques jours à l'avance et que, d'une façon générale, nos groupements ne comportent pas encore de comités organisés, n'a pas permis de faire du 18 juin la grande journée « France Libre » qu'elle devrait être. Cependant nos camarades étaient au premier rang des participants de ces fêtes qui furent partout un admirable témoignage d'amour de la France.

A NEW-YORK, en présence des représentants diplomatiques de France, de l'American Legion, du Conseil Municipal de New-York et de la Presse, une réunion eut lieu à l'Institut de Recherches Sociales. Après que plusieurs discours eurent été prononcés, les personnalités se transportèrent, pour y apposer une plaque commémorative, devant la maison où habita Georges Clemenceau en 1870.

Au CANADA, des réceptions ont eu lieu à Ottawa, Vancouver et Québec, où voisinaient les personnalités canadiennes et françaises, membres des personnalités canadiennes et françaises, membres des Comités France Libre. A Québec, notre délégué, M. d'Harcourt, remit la croix de Chevalier de la Légion d'honneur à Mme Marthe Simard à qui nous présentons ici nos bien vives félicitations.

Au MEXIQUE, notre camarade Henry Bloch réunit les volontaires qui, se joignant aux anciens combattants que préside M. Dubernard, du Comité France Libre, commémorèrent le 18 juin par une émouvante cérémonie au pied de la colonne de l'Indépendance Mexicaine.

A CUBA qui, rappelons-le, fut le premier pays de l'hémisphère occidental à reconnaître le Comité National France Libre, l'appel historique fut célébré par toutes les autorités. La presse et la radio s'y associèrent largement.

Dans l'ILE DE LA TRINITÉ, nos camarades réunis par M. Salvatori, notre délégué, ont participé à des manifestations enthousiastes où le nom de la France a été acclamé.

Au CONGO BELGE, une grande réception a eu lieu à la Maison de France de Léopoldville. Conviées par notre délégué, le docteur Staub, les hautes autorités belges du Congo et françaises d'A.E.F., ont assisté à la projection d'un grand film.

A ISTAMBUL, nos amis se sont réunis pour un dîner très cordial à l'Union Française. Notre camarade Lagarde, consul général, a prononcé une allocution très applaudie.

A LONDRES, 80 Français Libres ont assisté à un dîner auquel participaient nos camarades Paris, chargé d'affaires de France, et le général Angenot, attaché militaire.

A CALCUTTA, après une messe célébrée à la mémoire des morts de la France Libre, une brillante soirée avec intermède de danses indiennes, réunit la colonie française.

Nous tenons à remercier ici tous ceux qui nous ont fait parvenir des dons pour notre fonds de solidarité, et en particulier nos camarades de Trinité, du Congo belge, de Calcutta et de Ceylan.

Service de Reclassement

ACTIVITE DU SERVICE

Malgré les conseils réitérés de notre Service de Reclassement dans les bulletins précédents, celui-ci se voit toujours en butte aux mêmes difficultés qui découlent, en grande partie, des faits suivants :

1° Si certains de nos camarades n'ont pas encore de situation à l'heure actuelle, ils le doivent bien souvent à leurs exigences au point de vue des salaires.

2° Malgré la valeur militaire d'un postulant et le courage dont il a fait preuve pendant la guerre, l'employeur est obligé de s'assurer de ses qualités professionnelles et du rendement qu'il pourra obtenir de lui.

Certes, il est tenu compte, dans une certaine limite, des services rendus par le candidat pour la libération de la Patrie, mais on ne peut demander à un employeur d'embaucher un ancien combattant qui n'a aucune des qualités requises pour le poste auquel on le destine.

Parmi les ex-F.F.L. n'ayant encore obtenu aucune situation, beaucoup écrivent pour se plaindre que des industriels ou des directeurs de personnel dans les administrations ont du parti-pris contre les anciens Français Libres.

Notre Service, qui est en relations avec de nombreux bureaux de ministères, directeurs de personnel, directeurs d'usines, peut affirmer que ces suppositions sont presque toujours fausses. Aucun industriel, par exemple, ne nous a fait connaître qu'il ne voulait rien faire pour les F.F.L. démobilisés. Bien au contraire : partout où nous nous sommes adressés, nos demandes pour le reclassement de nos camarades ont été prises en considération. Nous pouvons citer comme exemples : la S. A. « Getting-Jonas-Titan », les Ets S.A.F. C.O., les Ets Chausson, la Banque d'Indochine, le Crédit Lyonnais, etc., etc.

Les Ets Chausson ont même mis à notre disposition leur centre de formation ouvrière, comprenant différentes spécialités métallurgiques. Ces mêmes établissements offrent actuellement des emplois d'hommes d'équipe et de contremaîtres et nous demanderons, un peu plus tard, des postulants pour différents postes importants.

Quelques maisons constituent, à l'heure actuelle, leurs cadres avec du personnel essentiellement « Français Libre », pour la simple raison que les premiers éléments fournis à ces entreprises ont donné entière satisfaction.

Il importe donc que les candidats placés par nos soins montrent à l'employeur, par leur courage au travail, ce qu'est l'esprit « Français Libre ».

En ce qui concerne les colonies, notre Service de Reclassement confirme ce qu'il avait fait savoir dans le supplément de la revue du mois de juin : Les départs sont pratiquement suspendus par suite du manque de moyens de transports. Seuls quelques techniciens peuvent présenter leur candidature avec une chance de succès.

⁂

Le placement des candidats de la région parisienne s'effectue, dans l'ensemble, de façon satisfaisante. Notre Service éprouve, par contre, quelques difficultés dans celui des candidats de province, et ceci pour les différentes raisons ci-après :

1° Manque de relations avec les diverses entreprises de province.

2° Les candidats ont le grand tort de ne pas nous prévenir quand une usine embauche du personnel, ce qui permettrait à l'Association de les appuyer et de faciliter leur admission dans cette entreprise.

3° Beaucoup de camarades, ayant actuellement un emploi, mais espérant que l'Association pourra leur procurer une situation plus en rapport avec leurs capacités ou leurs désirs, font savoir, en réponse à la circulaire que nous sommes obligés de leur envoyer fréquemment, qu'ils ne sont pas encore placés : cette façon d'agir désorganise notre Service de Reclassement et prive en outre d'autres camarades d'un emploi qui pourrait leur convenir.

Il faut absolument que tous les membres de l'Association comprennent la nécessité d'une Solidarité vis-à-vis les uns des autres.

Nous comptons donc fermement sur tous les membres inscrits à notre Service pour qu'ils nous indiquent, d'une façon très exacte, leur position au point de vue du « Reclassement ». Si l'emploi qu'ils occupent ne leur convient pas, nous les prions de nous écrire, par exemple, ceci : « Je recherche une situation plus en rapport avec mes aptitudes et ma formation technique, ou un poste mieux payé ». Nous pouvons les assurer que nous serons toujours à leur entière disposition et que nous ferons toujours tout le possible pour améliorer leur situation.

⁂

Notre Service de Reclassement attire particulièrement l'attention des candidats sur le fait suivant :

Beaucoup d'entre eux ont demandé un emploi de représentant de commerce. Nous signalons que pour tenir un tel emploi, il est nécessaire d'avoir une bonne formation, d'être très travailleur, actif et débrouillard. Il ne suffit donc pas de mettre sur un questionnaire : « représentant de commerce », encore faut-il en avoir les aptitudes et les possibilités.

Nous tenons également à signaler qu'il n'est pas de notre ressort de juger ce que peut faire un candidat : c'est au demandeur de nous aiguiller en fonction de ses capacités.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Notre Service de Reclassement a signalé, dans le dernier supplément, que de nombreuses écoles étaient ouvertes aux anciens combattants démobilisés des Forces Françaises Libres, depuis environ un an. Nous constatons que peu de candidats ont répondu à cet appel. Beaucoup de camarades ayant atteint leur 25e année s'imaginent qu'à leur âge, ils ne seront plus à même de suivre des cours d'éducation ou de rééducation professionnelle.

Il importe, dans la vie, que tout individu ne possédant pas un bagage intellectuel suffisant, puisse exercer un métier manuel, lequel, accompli avec conscience et perfectionné chaque jour, lui permettra de se faire une carrière honorable.

ADMINISTRATION

Beaucoup de démobilisés demandent un emploi dans l'Administration; peu ont obtenu satisfaction. Certains persistent malgré tout dans leur idée première. Nous cherchons à les en dissuader pour la raison suivante :

La loi du 26 février 1946 sur l'interdiction de recrutement du personnel dans l'Administration avant le 1er janvier 1947 étant strictement appliquée, les demandes de nos camarades ont actuellement peu de chance d'être prises en considération.

Si toutefois l'Administration recrutait du personnel sur titres ou par voie de concours, les délégués et sous-délégués en seraient avisés par nos soins en temps voulu.

CONCLUSION

Pour suivre d'une façon satisfaisante l'effort du Service de Reclassement, nous publions les chiffres des résultats obtenus à la date du 31 août 1946).

Demandes reçues jusqu'à ce jour	4.524
Placés	2.916
Considérés comme placés du fait du retour du courrier (Partis sans laisser d'adresse)	230
Restent à placer	1.378

Région parisienne : 517. *Province :* 861.

Dans le nombre de 517, sont compris les candidats aux Administrations, même s'ils résident en province.

Dans le courant du mois d'août, qui peut être considéré comme un mois creux du fait de la fermeture de presque toutes les entreprises et industries, le Service de Reclassement a pu assurer le placement de 205 de nos camarades.

Nous espérons que tous les candidats qui auront lu cet exposé essaieront, dans la mesure du possible, de suivre les conseils que nous leur donnons. Cela permettra à notre Service de Reclassement d'obtenir, par la suite, de meilleurs résultats dans ses placements.

L'IMMIGRATION EN AUSTRALIE

Un certain nombre de nos camarades essaient de trouver des situations à l'étranger. A titre d'information, nous leur communiquons une note sur l'immigration en Australie, rédigée par notre délégué à Sydney.

Un rapide examen d'ensemble des possibilités qui s'offrent dans chacune des catégories professionnelles suffit à donner une idée des difficultés que rencontre tout étranger désireux de s'établir en Australie.

I. — *Industrie.* — Les postes de direction et ceux d'ingénieurs sont réservés, dans la plupart des entreprises, aux jeunes Australiens sortant des écoles spécialisées et titulaires d'un diplôme australien ou anglais. Les ingénieurs sont au service du gouvernement; leur salaire est d'environ 9 livres 2 par semaine, soit impôts déduits 8 livres 2. La modicité de ces appointements et le champ d'activité restreint qu'offre ce pays ont pour résultat d'inciter les meilleurs ingénieurs australiens à s'expatrier.

Quelques possibilités d'emploi existent, cependant, pour les ingénieurs étrangers dans les industries électrique, chimique ou alimentaire. La Légation d'Australie en France, et plus particulièrement M. H. Sullivan, Attaché Commercial, seraient en mesure d'indiquer aux intéressés les firmes australiennes avec lesquelles ils pourraient utilement entrer en rapport.

D'une manière générale, les ouvriers spécialisés trouvent assez facilement à s'employer à condition d'avoir été admis par le syndicat (Union) de leur profession. On peut poser comme règle générale que les ouvriers, en Australie, sont plus payés que les intellectuels (un débardeur gagne £12 par semaine, un chauffeur de taxi £15 et un garçon de restaurant £20), mais les étrangers ont à lutter, sans aucun soutien possible, contre le nationalisme encore intransigeant de dirigeants syndicaux ouvriers et patronaux. Actuellement, il va de soi que les Australiens récemment démobilisés bénéficient d'une priorité pour tout emploi disponible.

Il est possible, d'autre part, avec des capitaux et de l'initiative, de monter des affaires industrielles; mais dans les conditions locales de production, de débouché et de main-d'œuvre, il faut tenir compte des exigences des syndicats ouvriers, très fortement organisés, et de la fréquence des grèves, qui sont, avec les charges fiscales extrêmement lourdes, un des plus sérieux obstacles que rencontre dans ce pays le développement de l'industrie. Il est à noter, cependant, que certains réfugiés de l'Europe Centrale ont fondé, au cours de ces dernières années, des affaires nouvelles et ont, dans l'ensemble, assez bien réussi.

II. — *Commerce et artisanat.* — Les immigrants français possédant un capital d'environ £300 et une qualification artisanale : horlogers, tailleurs, relieurs, cuisiniers, etc..., sont appréciés et parviennent facilement à se créer une situation convenable, la qualité de leur travail étant, en général, très supérieure à celle des artisans australiens.

Avec des capitaux plus importants et les connaissances voulues, il est également possible de monter des affaires commerciales d'importation et d'exportation, comme l'ont fait quelques réfugiés d'Europe Centrale, aujourd'hui à la tête de maisons prospères.

III. — *Agriculture.* — Il est possible à un étranger d'obtenir une concession agricole, mais il ne pourra l'exploiter avantageusement que s'il dispose d'un terrain étendu et de moyens mécaniques modernes. En fait, il est indispensable de posséder un capital de £ 4.000, c'est-à-dire £ 1.500 pour l'achat du terrain, £ 2.000 pour l'achat du matériel agricole, et £ 500 pour prévoir quelques années d'attente.

La principale difficulté à laquelle peut se heurter le fermier est le défaut, ou plus exactement, l'instabilité de la main-d'œuvre. Il y a peu de garçons de ferme et ceux-ci abandonnent très fréquemment leurs places. Si le fermier a une famille nombreuse dont chaque membre assume courageusement une part de la tâche, il a toutes chances de réussir.

Le besoin de main-d'œuvre est tel, dans les exploitations agricoles, qu'un immigrant courageux, ayant les moyens physiques nécessaires, trouverait à s'employer immédiatement. Avec de l'initiative et quelques économies, il serait à même par la suite de se livrer à l'élevage, pour son propre compte. Un millier de livres suffit à l'élevage des poules; pour les moutons et les bœufs, un capital plus important est nécessaire.

IV. — *Exercice de la médecine.* — Les médecins étrangers rencontrent dans ce pays de sérieuses difficultés dues à la fois aux réglementations en vigueur et à une certaine hostilité de la part de leurs collègues déjà établis.

⁂

En résumé, l'Australie, pays neuf et peu peuplé (8 millions d'habitants), offre sans aucun doute aux immigrants des possibilités intéressantes pour l'avenir. A l'heure actuelle, cependant, il faut tenir compte de quelques obstacles majeurs résultant de la législation fiscale et sociale, de l'esprit très nationaliste qui règne dans les syndicats et de la priorité dont jouissent les anciens combattants australiens démobilisés dans tous les domaines de l'activité du pays. L'aventure ne vaut d'être tentée que par des étrangers possédant un capital suffisamment important, ou animés de l'esprit pionnier et décidés à assumer tous les risques qu'elle comporte. Il serait vain, en effet, de vouloir s'assurer des garanties à distance et, sous réserve des informations d'ordre très général qui précèdent, les possibilités qui s'offrent à chacun ne peuvent être découvertes et étudiées que sur place.

Coût de la vie. — Les indications portées dans les brochures éditées par le Gouvernement australien en vue d'attirer les immigrants sont fallacieuses. La presse australienne a d'ailleurs violemment protesté contre la fausse idée qu'elles donnent du coût de la vie. L'exemple le plus frappant est le suivant : La location d'une maison confortable pour loger une famille de trois à quatre personnes est estimée à £1.2.6. par semaine, alors que, en admettant que l'on puisse trouver à loger une telle famille, ce qui, à l'heure actuelle, est pratiquement impossible, il faudrait compter un minimum de £4.10.0. Le Gouvernement a admis avoir indiqué dans son fascicule les conditions idéales d'avant-guerre, ce qui équivaut à donner les prix de 1935/38 à quelqu'un s'enquérant du coût actuel de la vie en France.

Service d'Entr'aide

La période de vacances n'a pas été très favorable à une action sociale poussée, continue.

Néanmoins nos blessés et malades épars dans les hôpitaux du Midi ou dans les sanas de la Forêt-Noire ont eu le réconfort de la visite de nos Assistantes Sociales. Sur la Côte d'Azur, une véritable colonie F.F.L. existe au camp de Cais, où 36 de nos camarades (personnel du service de Santé et ... malades), ont été heureux d'accueillir notre représentant.

Un projet en cours de réalisation va nous permettre de grouper bientôt à l'hôpital Foch de Suresnes, au Centre de Chirurgie Reconstructive, tous nos blessés de la région parisienne. Deux médecins F.N.F.L. s'en occuperont activement.

⁂

Le vestiaire se trouve actuellement près d'être totalement démuni. Les efforts faits pour le recompléter avant l'arrivée de l'hiver, dont on sait les rigueurs coutumières, doivent être appuyés sur les dons que nous sollicitons de tous, nombreux.

Le cas de nos malades dans la Forêt-Noire est particulièrement désolant. C'est surtout pour eux que nous demandons un effort rapide pour que leur soit assurée avant les froids une distribution efficace.

La maison de convalescence de Thiais a reçu une dizaine de nos convalescents : ils en apprécient le confort, le bon air et la considération accordée aux F.F.L.

⁂

Une cinquantaine de nos familles reçoivent la visite et l'aide régulière de nos Assistantes Sociales. Le problème du logement, résolu dans quelques cas, continue de se poser pour l'ensemble avec une douloureuse acuité.

L'aide alliée à la Résistance s'occupe activement des dossiers que nous avons déjà transmis. Malheureusement on nous informe de la lenteur des transports et de l'impossibilité de recevoir avant quelques mois les premiers envois. De plus, le nombre de dossiers pour lesquels nos amis américains n'ont pu encore nous donner de réponse nous oblige à suspendre, pour une période indéterminée, les demandes de marrainage.

⁂

La prochaine Revue donnera une physionomie complète de notre Assistance Sociale et de son programme pour l'hiver et l'an prochain.

petites nouvelles de la grande famille F.F.L.

LES FRANÇAIS LIBRES A L'HONNEUR

Grands Officiers de la Légion d'honneur.

MM.

MASSIGLI (R.), Ambassadeur de France
PECHKOFF (Z.), Général.

Commandeurs de la Légion d'honneur.

MM.

BREUILLAC, Général de Brigade.
BAPST (Charles), Général de Brigade.
VAUCEL (Marcel Augustin), Médecin Général Inspecteur.
CHARRIER (A.H.), Capitaine de vaisseau de réserve.
GUIRRIEC (Arthur), Médecin Général Inspecteur.
BAUCHERON de BOISSOUDY (G.), Lieutenant-Colonel.
HOPPENOT (H.), Ambassadeur de France.
GARREAU (B.), Ambasadeur de France.
NEUHAUSER (J.), Colonel.
MAROSELLI (D.J.A.), Lieut.-Colonel.
DASSONVILLE (A.F.H.), Général.
SIMON (J.), Commandant.

Ces deux dernières promotions comportent l'attribution de la Croix de Guerre avec palmes.

Officiers de la Légion d'honneur.

MM.

AUBRY (Albert), Député d'Ille-et-Vilaine.
VERLIAC, Médecin-Chef de 2e classe.
SOUBIROU-POUEY (P.B.R.), Contrôleur Général de 2e classe.
DES ESSARS (R.L.), Général de Brigade.
BAILLIF (A.G.M.), Chef de Bataillon.
MEZY (M.E.L.), Chef de Bataillon.
BARON (M.), Lieutenant-Colonel.
DANOS (J.), Commandant.
TAUPIN (J.), Commandant.
COLNAY (C.), Officier des Equipages de 1re classe.
GIBERT (A.), Lieutenant de vaisseau.
ZERBINI (A.R.G.), Capitaine de réserve.
BRUNEL (A.H.), Médecin Commandant.
JACQUET (G.G.), Capitaine de Frégate.
LE MILIER (C.J.M.), Lieut. de vaisseau.
BECAMIER (P.M.J.), Enseigne de vaisseau.
BLANC (L.), Lieutenant.
FOURCAUD (P.), Lieutenant.
PLY (A.A.), Chef de Bataillon.
BUREAU (R.), Général de Brigade.

Chevaliers de la Légion d'honneur.

MM.

HATTON (R.E.), Capitaine.
LE PAGE (A.R.P.), Chef de Bataillon.
ALLIOTI (M.), Commandant.
HANS (P.I.), Lieutenant-Colonel.

TOULET (J.P.E.), Lieutenant-Colonel.
FLORENT (E.), Capitaine.
MENECIER (R.V.), Adjudant-Chef.
CHAMORAND (R.I.), Capitaine.
CASTETS (E.P.), Médecin Lieutenant-Colonel.
PIERRAGI (A.L.).
CECCALDI (J.).
KERANDREU (J.), Capitaine.
PARENT (H.), Capitaine.
FOUCHET (C.M.J.), Consul Général aux Indes.
SOUSTELLE (Jacques), Ancien Ministre.
BINOCHE (F.E.), Chef de Bataillon.
RAOUL DUVAL (A.G.), Capitaine de réserve.
BRUNET (J.E.), Médecin Capitaine.
KERHERVE (J.), Sous-Lieutenant.
MISSOFFE (J.P.M.), Lieutenant.
GOZZ (E.), Sous-Lieutenant.
BERTHOLAZ (P.), Lieutenant.
CAYLA (E.P.), Officier de réserve.
FRANÇOIS (R.A.), Médecin-Lieuten.
JOURDAN (M.F.), Sous-Lieutenant.
LASQUELLEC (Q.), Lieutenant.
MARTINOT-HOFFMAN (R.M.), Médecin-Lieutenant.
MATHERAT (J.L.V.), Lieutenant.
SCHWALINGER (G.G.), Capitaine.
KAOUZA (M.).
OFFROY (M.R.), Conseiller d'Ambassade de 2e classe.
CLOUET-DESPERRUCHES (J. T.), Commandant.
FLANDRE (P.), Chef d'Escadron.
ALLARD (R.L.), Sous-Lieutenant.
DECOUP (A.), Commandant.
BENEYTON (L.).
PASSION (R.), Adjudant-chef.
SAMMARCELLI (M.D.), Chef de Bataillon.
MAGNE (Jean), Capitaine.
LABBE, Officier des Equipages de 1re cl.
NUBLAT, Officier d'administration.
POIZAT, Officier d'administration.
DREYFOUS (M.D.), Capitaine.
BOLDRON (P.), Secont-Maitre mécan.
SAPIS (G.), Commissaire de 1re classe.
CHAVENON (Guy), Médecin-Cdt.
DE KERGUELEN (A.), Officier de 2e classe des S.F.F.
HULOT (L.), Sous-Lieutenant.
TREBUCHET (L.), Ingénieur-Mécanicien de 1re classe.
GILLOT (X.), Médecin Commandant.
MAURIC (C.), Médecin Commandant.
LEGRAIN (J.), Consul.
COLSON (E.), Consul.
LAGARDE (L.), Consul.
BONNAVE (M.), Consul.
RAUX (E.H.), Consul.
LECHENET (G.), Consul.
VASSE (L.), Sous-Directeur au Ministère des Affaires Etrangères.
DENIS (P.), Secrétaire d'Ambassade.
PETIT (J.), Secrétaire d'Ambassade.
CHARLES (X.), Consul.
JACOB (L.), Médecin Lieutenant.
MARTIN (R.J.S.), Médecin Capitaine.
FOURNIER DE MONTOUSSE (J.), Consul.
GROS (A.), Jurisconsulte.
MANACH (E.), Consul.
WINKLER (P.), Consul.
MEDIONI (G.), Ministre de France.
PUAUX (F.), Consul.
GORLIER (C.), Consul.
CHAVENON (G.), Médecin Command.
CONUS (A.), Chef de Bataillon.
SONNEVILLE, Capitaine de Corvette.
VAQUET (P.), Chef de Mission.
PHILIPPON (J.A.M.), Lieutenant de vaisseau.
BERVAR, Commandant, Contrôleur de la marine.
SUMAT (J.J.), Ingénieur mécanicien de 1re classe.
DE LEVEZON DE VEZINO (I.), Officier de réserve Interprète.
REY (M.), Maître-Principal Fusilier.
DANGEL (J.), 1er maître-mécanicien.
FOUERE (J.), 1er maître-mécanicien.
BELLEC (M.), 1er maître-timonier.
KERLAN (G.F.), 1er maître-pilote d'aviation.
HAUTPOIS (P.J.), 1er maître-mécanic.
RAYMOND (F.A.), Capitaine.
NOEL (A.H.), Lieutenant.
HAIE (J.J.F.), Officier des Equipages de 1re classe.
LOBE (L.), Officier des Equipages de 1re classe.
VIBERT (P.L.), Officier des Equipages de 1re classe.
LE SANT (G.), Officier des Equipages de 1re classe.
DEFENTE (B.), Officier des Equipages de 1re classe.
LAINE (E.F.L.), Officier des Equipages de 1re classe.
BOURBIS (P.M.), Officier des Equipages de 1re classe.
BORYS (J.), Officier des Equipages de 1re classe.
BESACIER (R.P.A.), Officier des Equipages de 1re classe.
PAUMIER (L.H.), Lieutenant de vaisseau de réserve.
GALEA (M.N.L.), Lieutenant de vaisseau de réserve.
DE LA NOUE (J.), Lieutenant de vaisseau de réserve.
ROBINEAU (B.A.), Lieutenant de vaisseau de réserve.
FOUQUET (Ch.), Lieutenant de vaisseau de réserve.
GAMICHAUD (J.M.), Enseigne de vaisseau de 1re classe.
BRET (A.E.), Enseigne de vaisseau de 1re classe.

A TITRE POSTHUME
DANS L'ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Chevaliers de la Légion d'Honneur.

MM.

DUCHENE (J.-M.-M.), Sous-Lieutenant.
D'ABZAC (Ch.-E.), Capitaine.
CAUDY (J.-I.), Sous-Lieutenant.
COLLIN (P.-G.-S.), Lieutenant.
DESPIAU (B.), Capitaine.
OHREL (J.-M.B.), Capitaine.
BELLESOEUR (A.), Sous-Lieutenant.
CORDIER (D.), ex-Inspecteur.
DELVAUX (J.-A.), Officier des Equipages de 1re classe.
LAURENT (J.) —
BOEHM (A.) —
GAUTHIER (G.-A) —
MAT (J.) —
IBARLUCCIA (M.) —
DE GALLERY DE LA SERVIERE (B.-M.), Sous-Lieutenant.
SIMON (Raoul), Quartier-Maître.
PERRAULT (G.), Enseigne de vaisseau de 1re classe.
PARC (J.-M.), Officier des Equipages de 1re classe.
VIGNEUX (D.), Lieutenant.

Médaille militaire

GRAND (J.-W.), Adjudant.
BOUARD (J.-B.), Adjudant-Chef.
COQUET (E.-C.), Adjudant.
MELWYN (G.), Adjudant.
LE CORRE (R.), Matelot.
TRIBOUT, Maître.

Médaille de la Résistance.

KRAINICK (R.), Sous-Lieutenant.
DASSONVILLE (F.-H.), Général.
Mme DASSONVILLE (Blanche), née Bathurst-Clarke.

Croix de Guerre.

Mme DASSONVILLE (Blanche), née Bathurst-Clarke.

DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES

Distinguished Service Order

SAINT-HELIER, Lieutenant-Colonel.

Commandeur du British empire.

CAZAUD, Général de Brigade.
POYDENOT (M.A.), Général de Brigade.

Officier du British empire.

VERMEULEN (P.), Colonel.
GARDET (R.), Colonel.

Membre du British empire.

LANDRY (L.), Commandant.
CHAVANAC (A.), Commandant.
BRASSEUR (J.M.), Capitaine.
KERANDREN (J.), Capitaine.
HAIG (Arthur), Sous-Lieutenant.

British Empire Medal.

SEONIER, Adjudant-Chef.
DUPONT (R.), Adjudant.
HIRSCHBERG (E.), Sergent.

Medal of Freedom With Silver Palm.

DASSONVILLE (A.F.H.), Général.

CITATIONS

Attribution de la Croix du Mérite Maritime à l'Ecole Nationale de la Marine Marchande à Paimpol :

A fourni dès juin 1940 de nombreux officiers aux F.N.F.L.; a continué pendant l'occupation à montrer devant l'ennemi un magnifique esprit de Résistance; a formé de nombreux officiers, dont plusieurs ont trouvé une mort glorieuse au service de la France.

Citations à l'ordre de l'Armée.

MM.

DURRIEUX (R.), Sergent.
JANNE (A.), 2e Canonnier.
KLIPPEL (P.), Sergent.
LEFRANC (V.), 1re classe.
DE LASSUS (A.), Lieutenant.
LEAUPER (L.), Aspirant.
MANIER (R.), 2e classe.
MUNOZ (M.), Sous-Lieutenant.
VAUDET (B.), Capitaine.
POCHAT (R.), Commandant.
VIGNE (G.), Lieutenant.
VIGNIER (R.), Sergent-Chef.
CHEVRIER (H.-L.), Aspirant.
BLOCHET (R.-J.), Médecin-Capitaine.
MARTIN (R.), Médecin-Capitaine.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de Guerre avec palme.

Citations à l'ordre de l'armée aérienne.

La 1re Compagnie de parachutistes de la France Libre (2e R.C.P.).

Formation d'élite créée en 1940 par le Capitaine Berge et engagée sous les ordres de cet officier dès le mois de mars 1941, au cours de la première mission parachutée sur le sol de France. Réussit ensuite dans le Moyen-Orient des missions d'une audace extraordinaire, en particulier en Crête, puis sous les ordres du Capitaine Jordan, après la capture de son premier Chef, au cours de raids profonds dans le dispositif ennemi en Libye, près de Derna, à Benghasi, à El Alamein et sur tous les arrières ennemis de la zone d'action de la 8e armée, où de nombreux avions au sol et des dépôts de munitions furent détruits. Les destructions accomplies en quelques mois par cette Unité ont été d'un rendement plus important que celles obtenues dans les premières années de guerre, par le groupe de bombardement le plus efficace.

CLOSTERMANN (Pierre-Henri), Lieutenant détaché dans la Royal Air Force, 4 fois cité.
ROLLAND (J.-J.), Sous-Lieutenant.
BRUNEAU (H.), Sergent-Chef.
BEAUVAIS (J.), Adjudant-Chef.

A l'ordre de la Division.

MARTIN (R.), Médecin-Capitaine.

notre carnet

FIANÇAILLES

L'Enseigne de Vaisseau Pierre Récamier, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre, est heureux d'annoncer ses fiançailles avec Mademoiselle Paule Vincent.

NAISSANCES

J.-M. de Montandon, du Régiment de Marche du Tchad, et Madame, née Michas, ont la joie de vous faire part de la naissance de leur fils Patrice, Pierre, Louis, Neuilly, le 11 août 1946.

Le Lieutenant et Mme François Beconnais font part de l'heureuse naissance de leur petit Didier, le 1er septembre 1946.

Jacques Delahousse fait part de son heureuse venue au monde, le 4 août 1946.

Jean et René Bouvin ont la joie de faire part de la naissance de leur petit frère Louis, Charles, le 13 août 1946.

Le Quartier-Maître Léon Gautier, du 1er B.F.M. Commando, et Mme, font part de la naissance de leur petite Jacqueline, le 11 mars 1946.

M. et Mme Robert Coste sont heureux de faire part de la naissance de leur fils Gilles, le 28 août 1946.

M. et Mme Charles Lenain sont très heureux d'annoncer la naissance de leur fille Anne, le 10 septembre 1946.

Jean-Pierre Canoz a la joie de vous faire part de la naissance de sa petite sœur Geneviève.

M. R. Riquet et Mme ont la joie d'annoncer la naissance de deux jumelles, Annie et Martine, le 18 septembre 1946.

Mme et M. Jean Le Dévoré ont la joie de vous faire part de la naissance de leur fille Jeannine, Rose, Marie-Louise. Lorient, le 24 août 1946.

Mme et M. René Bailly, ont la joie de vous faire part de la naissance de leur fils Paul. Blanc, par Laulay, le 31 août 1946.

MARIAGES

M. et Mme Bouttier font part du mariage de leur fille Madeleine, avec M. René Cohnet, le 16 juillet 1946.

On nous annonce le mariage de M. Raymond Charlin de la 13e Demi-Brigade de Légion Etrangère, avec Mlle Madeleine Pelle, le 15 juillet 1946.

Michel Butel, F.A.F.L., Croix de Guerre, groupe « Ile de France », est heureux de nous annoncer son mariage avec Mlle Micheline Delacroix, le 1er août 1946.

Le Lieutenant-colonel Grollemund, Commandeur de la Légion d'Honneur, et Mme Grollemund, ont l'honneur de vous faire part du mariage de leur fils le Capitaine Joseph Grollemund de l'Infanterie Coloniale, avec Mlle Colette Monier. Colmar, le 12 juin 1946.

Nous sommes heureux d'annoncer le mariage de M. Roland Hochet, ex-adjudant à la 1re D.F.L., médaille de la Résistance, Croix de Guerre, avec Mlle Madeleine Lacaille.

M. François Goulven, fait part de son mariage avec Mlle Emilienne Flamend.

M. André Pye, ancien médecin auxiliaire au B.M. 21, est heureux d'annoncer à tous ses camarades de la 1re D.F.L., son mariage avec Mlle Lucienne Cesan.

Le mariage de M. André Audibert avec Mlle Jeanne Bérard, a été célébré le 17 août 1946 en la chapelle du domaine de Montanger. Mennesy (Seine-et-Oise).

Nous apprenons le mariage de Mlle Janie Gusman avec M. Alain Sayet, Compagnon de la Libération, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre.

Le Commandant François Caudau et Mme, ont l'honneur de faire part du mariage de M. Raymond Caudau, leur fils, avec Mlle Madeleine Malacrida.

Nous sommes heureux d'apprendre le mariage de M. Auguste Hunault avec Mlle Fanette Lenoir.

Nous apprenons avec plaisir le mariage de M. André Fauvard, ex-adjudant de la 1re D.F.L., avec Mlle Marie-Thérèse Thueux-Féron.

On nous prie d'annoncer le mariage de l'adjudant mitrailleur J.-M. Vincent avec Mlle Germaine Ginie.

Le Sous-Lieutenant Eymeric de Pelleport, Croix de Guerre, médaille Coloniale, nous fait part de son mariage avec Mlle Jacqueline Descamps.

Le Colonel Bavière, Compagnon de la Libération, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre, nous fait part de son mariage avec Mlle Marcelle Weber. Boulay, le 1er octobre 1946.

Mme veuve Féret, M et Mme Paul Lesage, nous font part du mariage de leur petit-fils et fils, Pierre, avec Mlle Madeleine Deschamps. Mantes, le 26 septembre 1946.

NOS MORTS

Les camarades du Médecin-Capitaine Raymond Martin, de la Compagnie de Commandement du Bataillon de marche n° 5, apprendront avec peine la mort de ce dernier, décédé à l'hôpital militaire Pérey, le 4 juillet 1946.

Avec lui disparaît une figure de héros et de résistant. Ardent propagandiste du Mouvement de la France Libre, il fut interné durant de longs mois; ayant réussi à s'échapper, il passa au Somaliland Britannique, et prit part aux campagnes de Tunisie, d'Italie et de France, faisant preuve d'un dévouement total et d'un mépris absolu du danger.

L'Association des Français Libres salue avec respect la mémoire de ce camarade trop tôt disparu.

Nous apprenons avec tristesse la mort de notre camarade Jules Milliner, Mle : 5110 FN40, Quartier-Maître de manœuvre sur le cuirassé *Courbet*, survenue à l'île de Sein, le 14 août 1946.

Nous apprenons avec peine, la mort de notre camarade Jean Mousset, Jean Vernost dans la clandestinité. Jean Vernost, on s'en souvient, fut un des meilleurs rédacteurs de la *Marseillaise* à Londres; il continua ensuite, à Paris, ses activités dans la *Bataille*.

L'Association des Français Libres, prie la famille de Jean Mousset d'accepter ses sincères condoléances et regrets de la disparition de cet éminent camarade.

L'Etat-Major et l'équipage du *Triomphant*, ont le regret d'annoncer la mort de leur camarade l'Enseigne de Vaisseau Georges Guyomar, tué par une balle chinoise devant Haiphong, le 6 mars 1946. Les F.N.F.L. perdent en l'Enseigne de Vaisseau Guyomar un courageux et vaillant camarade; ce jeune officier, proposé pour la Croix de la Légion d'Honneur, et dont la carrière s'annonçait brillante, est universellement regretté de tous ceux qui l'ont connu.

Le Lieutenant Etienne Tabuteau de l'Infanterie Coloniale, est tombé glorieusement le 6 août 1946 aux combats de Bac-Ninh (Tonkin).

Le Lieutenant au Long Cours Maurice Cospain a la douleur de vous faire part de la mort accidentelle de sa petite fille Michelle, le 9 septembre 1946.

Le 12 août, a eu lieu en la chapelle des Invalides, une émouvante cérémonie, à l'occasion du transfert des corps de deux Français Libres, tués en Crête, le 26 mai 1941 :

Le Commandant Goumin, et le soldat Pierre Leostic.

Le Gouvernement hellénique a tenu à ce que la dépouille de ces deux Français tombés sur le sol national grec, en combattant pour la cause commune de la libération, reposent en terre française. Rappelons brièvement la carrière du Commandant Georges Goumin : pilote réputé et officier de haute valeur, il rejoignit l'Angleterre en juin 1940, amenant avec lui 20 camarades. Il fit les campagnes du Gabon et du Tchad, et trouva une fin glorieuse lors d'une mission exceptionnellement périlleuse en Crête, lors de l'attaque de l'aérodrome de Dalleve, alors que, touché mortellement au cours du combat, il réussit à poser son avion en flammes, sauvant ainsi son équipage.

Le soldat Pierre Leostic rallia, lui aussi, l'Angleterre en juin 1940, et fit partie des parachutistes du groupe de commandos de la France Libre. Son équipe de quatre hommes fut attaquée, le 15 juin 1941, par un détachement de 60 Allemands, alors qu'elle exécutait la mission de destruction dont elle était chargée. Leostic, faisant preuve d'un courage héroïque et combattant jusqu'à l'épuisement de ses munitions, fut tué sur son arme. Il n'avait pas vingt ans.

Les Français Libres remercient du fond du cœur la Grèce, pour cet hommage rendu à deux camarades de combat.

RECHERCHES

On demande des nouvelles du Sergent-chef Radio-Mitrailleur Armand, René, Marcel, âgé de 27 ans, né à Paris, Croix de la Libération, Croix de Guerre, D.F.C. Américaine, amputé d'un bras.

Ecrire à Roger Krasker, à l'Association.

M. Gildas Gallo, Loc Maria, Groix (Morbihan), désirerait entrer en contact avec les membres de la famille de Robert Obé, habitant anciennement Rouen, mort pour la France en mer, le 9 juin 1942, sur la corvette *Mimosa*.

RECHERCHES

Un certain nombre de nos camarades, qui ont demandé à bénéficier des avantages spéciaux de démobilisation, n'ont pas signalé leur changement d'adresse. Les mandats qui leur avaient été expédiés sont revenus à l'organe payeur avec mention « Inconnu ».

Voici une première liste de mandats à réclamer au Centre Administratif de la Marine à Paris : 29, rue des Pyramides, « Service des Congés F.N.F.L. »

AUBERT, Isidore, 60, boul. de la Petite-Vitesse, Le Mans, 1.386 fr.
BALLANDE, René, 14, rue E.-Richard, 5.490 fr.
BRIZARD, René, à bord du *Madagascar* (Marseille), 2.000 fr.
BRUNE, Maurice, 21, rue de La Victoire, Le Havre, 6.930 fr.
CORNOU, Antoine, Perroseu, Ploubazlanec, 12.000 fr.
COULOMB, Lucien, 9.282 fr.
DANIEL, Charles, 55, rue de la République, Sanvic, 9.822 fr.
DUVAL, Rose, 189, rue Carnot, Le Portel, 8.000 fr.
DUCHENE, Guy, rue du Levant, Marseille, 12.000 fr.
FOURNIER, P., 57, rue des Jeuneurs, Paris, 690 fr.
FROIDURAT, Roger, 14.400 fr.
GARCIA, Jean, 11, rue du Hameau, Moléon-Barousse, 6.555 fr.
GEORGES, Marcel, 1 clos Fleuri, av. Amiral-Courbet, Toulon, 10.260 fr.
GORY, Georges, 6.699 fr.
GRAIL, Albert, St-Didier-en-Velay (Hte-Loire), 6.000 fr.
GROS, Lucien, 94, rue Terrasse, Marseille, 8.000 fr.
HARISLUR, Jean, 6, rue Champ-Fleuri, Paris (7e), 624 fr.
HOUDOT, Francis, 114, rue de Brest-Rennes, 4.920 fr.
LAOT, Gabriel, Kervardoue, St-Paul, 2.000 fr.
LE BIHAN, Jean, Douarnenez, Finistère, 12.000 fr.
LE ROY, Robert, Melou-Porspoder, Finistère, 4.000 fr.
LOVERINI, Gabriel, 6, rue Forest, Marseille, 14.400 fr.
MAROLLEAU, André, Crézeau-Borere, Mayenne, 9.280 fr.
MILLINER, Désiré, parti en U.S.A., 10.470 fr.
PAGAST, Rosendael, Dunkerque.
SANDRET, Louis, La Baule-Escoublac 23.977 fr.
SEDONI, Jean, 13, rue Bisançon, Marseille, 12.000 fr.
THAUVEL, Maurice, Senneville-sur-Fécamp, 12.000 fr.
THOMAZO, Jules, 95, av. Général-Bizot, Paris, 1.386 fr.
TRACQUI, Pierre, Taillebourg, Saintes, 10.000 fr.
TREGON, parti aux Colonies, 12.000 fr.

Imp. E. DESFOSSÉS-NÉOGRAVURE, Paris — Dépôt légal 2e semestre 1946 — Le Gérant : Jacques BLUM.